



REPUBLIC OF BURUNDI



Projets avec Etudes de faisabilité

(Synthèse des différents projets)



Table des matières.....	page
1. MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE.....	3
2. MINISTERE DE LA JUSTICE	5
3. MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	6
4. MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	19
5. MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DE L'EQUIPEMENT ET DES LOGEMENTS SOCIAUX....	26
6. MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	37
7. MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ENERGIE ET DES MINIES	45
8. MINISTERE DU COMMERCE, DU TRANSPORT, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME	48
9. MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS.....	63

1. MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE

Projet 1 : DIGITALISATION DES SERVICES DE L'ETAT CIVIL

1. Contexte et justification du projet:

Ce projet rentre dans le cadre du Programme du Gouvernement du Burundi visant l'amélioration de l'accès équitable des citoyens aux services administratifs et judiciaires.

2. Objectif général du projet :

Mettre en place d'un Système de gestion de l'état civil moderne et efficace utilisant les TIC dans un environnement de travail optimal

3. Objectifs spécifiques du projet:

Une Plateforme digitale de Gestion du Système de l'Etat Civil est développée et déployée. Les capacités des acteurs de l'état civil sont renforcées

4. Etude de faisabilité

- Auteurs : SOFRECOM
- Année : JUIN 2024

5. Livrables/extrants/produits attendus :

- 500 équipements informatiques et accessoires sont installés
- 500 centres d'état civil communaux et zonaux sont raccordés ou mis en réseaux
- 2309 acteurs de l'état civil renforcés (capacités)
- 7 000 000 CNI Biométrique produits

6. Impact du projet :

✓ sur l'environnement et changements climatiques:

Le projet tient compte de la dimension environnementale

✓ sur le genre

L'enregistrement digital tient compte de dimension genre

7. Coût total du projet : 172 000 101 272 Francs Burundais (soit 59.801.162\$)

Projet 2 : CONSTRUCTION DE L'HOPITAL DE LA POLICE NATIONALE DU BURUNDI

1. Contexte et justification du projet:

Dans le cadre de bien répondre aux missions assignées à l'Hôpital de Police Nationale du Burundi (HPNB) comme stipulé dans le décret no 100/39 du 7 Février 2016 portant création, organisation, missions, composition et fonctionnement de cet hôpital et pour améliorer la santé des policiers et des ayants-droit mais aussi contribuer à l'amélioration de la santé de la population en général, le MIDCSP compte accroître les capacités d'accueil et réduire le budget alloué à la location des infrastructures abritant l'hôpital par la construction de l'HPNB

2. Objectif général du projet :

Contribuer à l'accès aux soins de santé des policiers, leurs ayants-droit

3. Objectifs spécifiques du projet:

- OS1: Doter l'Hôpital de la Police Nationale du Burundi de ses propres infrastructures
- OS2: Garantir à 80% l'accès aux soins de santé des policiers et des ayants-droit
- OS3: Réduire à 90 % le coût lié à la location des locaux de l'HPNB

4. Etude de faisabilité

- Auteurs : WISE ADVICE
- Année : FEVRIER 2018

5. Livrables/extrants/produits attendus :

L1: 8 niveaux de l'étage abritant l'HPNB construits

6. Impact du projet :

- ✓ **sur l'environnement et changements climatiques:**
Ce projet tient compte des mesures de protection de l'environnement
- ✓ **sur le genre**
Ce projet tient compte de la dimension Genre

7. Coût total du projet : 129 939 148 420 Francs Burundais (soit 45.177.369\$)

Projet 3: RENFORCEMENT DES CAPACITES DE PROTECTION CIVILE

1. Contexte et justification du projet:

Dans le cadre de renforcer les capacités opérationnelles et techniques du personnel de la Protection Civile en matière de prévention des risques et gestion des catastrophes, le MIDSP compte doter de cet organe des infrastructures et équipements lui permettant d'améliorer ses prestations

2. Objectif général du projet :

Contribuer à la prévention des risques et gestion des catastrophes

3. Objectifs spécifiques du projet:

- Améliorer les capacités techniques de la Protection Civile par la construction de l'Ecole Nationale de la Protection Civile
- Améliorer les capacités techniques de la Protection Civile dans la gestion des urgences par la construction d'un Centre National des Opérations d'Urgence (CNOU)

4. Etude de faisabilité

- Auteurs : OBUHA
- Année : MARS 2024

5. Livrables/extrants/produits attendus :

- 8 infrastructures de l'Ecole Nationale de la Protection Civile construites et fonctionnelles
- 6 infrastructures du CNOU construites

6. Impact du projet :

✓ sur l'environnement et changements climatiques:

Ce projet tient compte des mesures de protection de l'environnement

✓ sur le genre :

Ce projet tient compte de la dimension Genre

7. Coût total du projet : 46 350 000 000 Francs Burundais (soit 16.115.013\$)

2. MINISTERE DE LA JUSTICE

Titre du projet : DIGITALISATION DES SERVICES DE LA JUSTICE

- **Contexte et justification du projet :**

Le projet est une mise en œuvre de la politique nationale de digitalisation des services publics. La vision est de rendre les services judiciaires accessibles à tous les justiciables à travers des services de proximité et en exploitant les opportunités offertes par la révolution numérique permettant de réduire les procédures judiciaires et les transactions administratives tout en optimisant la qualité des services.

- **Objectif général et objectifs spécifiques du projet**

1. Objectif général :

Le projet vise l'amélioration de l'accès à la justice, le renforcement de la redevabilité, l'amélioration de la qualité des services et la célérité des procédures judiciaires, et ce, à travers l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

2. Objectifs spécifiques :

Améliorer de la qualité des services aux justiciables et la célérité des procédures judiciaires; Garantir l'équité et la transparence des procédures ; Améliorer l'accès à la justice ; Optimiser le coût de la justice et le renforcement de la redevabilité ; Améliorer le suivi et l'évaluation du dispositif judiciaire.

- **Etudes : Auteurs de l'étude+ année de l'étude de faisabilité**

Auteur : ST2i International– GROUPE STUDI / Année d'étude de faisabilité : Avril 2022

- **Livrables**

Des ordinateurs, scanners, plateforme GED des jugements ; un Système de gestion de la Chaîne civile ; un Système de gestion de la Chaîne civile ; un Système de gestion des détentions ; un Portail judiciaire et un Système de pilotage et de gestion des inspections.

- **Impacts du projet :** Une justice moderne et accessible pour tous

- **Coût du projet :** 20.000.000.000 BIF (6.958.713 US \$), taux du 5 juillet 2024

Titre du projet : AMELIORATION DE LA SECURISATION FONCIERE

- **Contexte et justification du projet :**

Le projet est élaboré dans le cadre de la protection des droits de l'homme, la prévention des conflits fonciers et l'amélioration du climat des affaires. La vision est de rendre les services du cadastre et des titres fonciers accessibles à tous par des services de proximité, modernisés et équipés et la gestion des titres fonciers et des hypothèques.

- **Objectif général et objectifs spécifiques du projet**

- 1. Objectif général :**

Prévenir les conflits fonciers par la décentralisation, l'équipement, l'informatisation des services de cadastrage, de l'enregistrement et la gestion des titres fonciers.

- 2. Objectifs spécifiques :**

Décentraliser, équiper et informatiser les titres fonciers, le cadastre et la gestion des hypothèques ; Mesurage et bornage des terres ainsi que la confection des plans cadastraux et des plans fonciers communaux ; Formation et renforcement des capacités du personnel et des acteurs fonciers; Rénovation du cadre légal en matière de l'enregistrement des terres et de gestion des titres fonciers et des hypothèques.

- **Etudes : Auteurs de l'étude+ année de l'étude de faisabilité**

La Banque Mondiale, en 2017 ; Le Ministère de la Justice et le PNUD, en Mars 2020 ; Le Ministère de l'Intérieur et l'OIM, en 2021.

- **Livrables**

Les circonscriptions foncières et cadastrales créées, construites, équipées et informatisées. Le cadastrage, l'enregistrement, la gestion des titres fonciers et des hypothèques digitalisés. Les archives informatisées, les ordinateurs, scanners, imprimantes, serveurs, les DGPS, GPS, logiciels, site et portail web de la DTFCN. Des véhicules et motos acquis. Des ressources humaines recrutées et formées.

- **Impacts du projet :**

Sécurité des transactions foncières; Accès facile aux titres fonciers, à l'information foncière et cadastrale; Facilitation du transfert de propriété et de l'accès au crédit ; Promotion du développement économique et social; Facilitation de la preuve du droit de propriété foncière et protection des droits fonciers des femmes et personnes vulnérables.

- **Coût du projet : 74.669.212.000 BIF (25.980.079 US \$), taux du 5 juillet 2024**

- 3. MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

- 1. PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DES TIC DANS LE PROCESSUS D'ENSEIGNEMENT ET LA GESTION DES APPRENTISSAGES**

- A. Contexte et justification du projet:**

En 2018, le gouvernement du Burundi a mis en place le Plan National de Développement (PND 2018-2027) dont l'objectif est d'asseoir les programmes prioritaires de développement

économique et social vers l'émergence du pays tout en tenant compte de la promotion du développement des TIC dans le processus d'enseignement et la gestion des apprentissages. L'application des TIC à l'éducation apparaît comme un moteur puissant du développement et de la modernisation de l'éducation.

B. Objectif général du Projet

Promouvoir le développement des TIC afin d'optimiser et adapter le processus d'enseignement, la qualité de la gestion des apprentissages et le pilotage

C. Objectifs spécifiques du projet

- Développer les applications numériques
- Créer les salles informatiques dans 119 communes du Pays
- Digitaliser les services du Ministère

D. Impact attendu sur l'environnement et changements climatiques

Pas d'impact

Les bénéficiaires des services vont inclure les femmes et les hommes au même pied d'égalité sans aucune discrimination.

E. Coût total du projet : 13 210 000 000 Francs Burundais

2. AMÉLIORATION DE L'ACCÈS A L'ÉDUCATION DE QUALITÉ À TOUS LES NIVEAUX DE FORMATION (PRESCOLAIRE, FONDAMENTAL ET POST-FONDAMENTAL)

A. Contexte et justification du projet

Le Burundi fait partie des pays qui mettent en oeuvre laux Objectifs de Développement Durable 2030. En matière d'éducation, cet engagement s'est matérialisé par un plan transitoire de l'éducation 2018-2020 visant à relever un ensemble de défis auxquels le système éducatif burundais est confronté. Il s'agit notamment de la mobilisation des communautés en faveur de l'accès et le maintien des élèves à l'école, de la généralisation des cantines scolaires, de la fourniture des kits scolaires aux enfants vulnérables, de la lutte contre les grossesses des élèves et les abandons en milieu scolaire, de promouvoir l'institution "tante et père école" pour lutter contre les violences aux élèves.

B. Objectif général du projet

Appuyer à l'accompagnement des mesures de l'accès pour tous à l'éducation.

C. Objectifs spécifiques du projet

- Construire et réhabiliter les infrastructures scolaires
- Renforcer des capacités de l'administration Objectif spécifique
- Equiper des infrastructures scolaires et réduire les abandons scolaires

D. Impact attendus sur l'environnement et changements climatiques

- La coupe du bois de chauffage a l'impact négatif sur l'environnement
- Maintien à l'école des filles et garçons

E. Coût total du projet : 13 500 000 000 Francs Burundais

3. AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT D'APPRENTISSAGE DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE

A. Contexte et justification du projet

Depuis 2016 le Burundi s'est inscrit dans la mise en œuvre de l'Approche Par Compétences (APC) au niveau de l'enseignement post fondamental technique et professionnel par la maîtrise des étapes de l'Approche par les compétences par les conseillers pédagogiques et les formateurs afin qu'ils puissent concevoir, élaborer, et implanter efficacement les programmes de formation technique et professionnelle à travers toutes les écoles post fondamentales techniques et professionnelles publiques et privées. Les programmes de formation disparates qui sont dispensés dans divers Centres d'enseignement des métiers (CEM) et de Formation Professionnelle (CFP) du pays doivent être organisés et regroupés tout en gardant l'approche pédagogique déjà initiée qui est l'Approche par compétence (APC) car, selon les prévisions cette dernière augmenterait les chances d'insertion des lauréats formés grâce à une meilleure acquisition de compétences pratiques., de la lutte contre les grossesses des élèves et les abandons en milieu scolaire, de promouvoir l'institution "tante et père école" pour lutter contre les violences aux élèves

B. Objectif général du projet

Améliorer les offres de formation en vue de garantir un enseignement de qualité en adéquation avec l'emploi

C. Objectifs spécifiques du projet

- Elaborer les programmes de formation des instituts d'enseignement supérieur technique professionnels;
- Adapter les programmes de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et aux métiers;
- Concevoir des programmes des modules innovants dans les CEM et CFP.

D. Impact attendu sur le genre

Engouement des filles pour les filières professionnelles

E. Coût total du projet: 44 000 000 000 Francs Burundais

4. APPUI A LA RECHERCHE–DÉVELOPPEMENT POUR PROMOUVOIR LES SERVICES À LA COMMUNAUTÉ

A. Contexte et justification du projet

La recherche- développement constitue l'un des principaux moteurs de développement, de création de richesse et d'amélioration de la qualité de la vie de la population ou des communautés humaines.

Ainsi, pour assurer la compétitivité économique du Burundi et accélérer sa croissance de façon durable, l'apport du secteur de la recherche-développement est incontournable. Le projet vise à appuyer le renforcement des capacités des centres de recherches pour le développement durable de la communauté. Il permettra aux enseignants-chercheurs et autres chercheurs de se consacrer à la recherche-développement tandis que la communauté pourra utiliser des résultats issus de la recherche. A cet effet, l'encadrement des centres de recherche et la formation des enseignants-chercheurs en matière de conception et exécution des projets de recherche sont indispensables.

B. Objectif général du projet

Faire de la Recherche Développement est un outil du Développement durable en soutenant les secteurs productifs et sociaux à travers les solutions issues de la recherche et innovation.

C. Objectifs spécifiques du projet

- Vulgariser les résultats de la recherche et innovation transférable en technologie
- Promouvoir le développement et l'application de la science et la technologie dans le secteur de la production ;
- Opérationnaliser l'Académie Rundi.

D. Impact attendus sur le genre

Amélioration des conditions de travail du personnel féminin impliqué dans la recherche et innovation

E. Coût total du projet: 6 400 000 000 Francs Burundais

5. APPUI À LA DÉCENTRALISATION ET LA PROFESSIONNALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (CONSTRUCTION DE DEUX INSTITUTS SUPÉRIEURS ET UN CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE)

A. Contexte et justification du projet

Dans le but de mise en œuvre les objectifs du PND 2018-2027 et répondre aux défis de disponibilité des capacités productives, il est important au Gouvernement du Burundi d'affecter les ressources liées aux activités traditionnelles vers les secteurs à forte productivités afin d'améliorer de manière rapide le niveau de vie de la population, C'est dans ce contexte que le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique voudrait construire deux Instituts supérieurs Professionnels et un centres de Formation Professionnelle dans les provinces de CIBITOKÉ et RUTANA d'une part et un centre organisant les filières clés dans le développement afin de répondre aux besoins urgents de la population

B. Objectif général du projet

Développer et renforcer notamment les compétences et l'expertise pour la recherche, l'exploitation et la transformation des produits miniers et carrières afin de soutenir le développement du secteur minier

C. Objectifs spécifiques du projet

- Créer l'Institut supérieur Professionnel de CIBITOKÉ
- Créer l'Institut supérieur des mines de RUTANA
- Centre régional d'apprentissage multisectoriel des jeunes et communautés regroupées en coopérative de Cankuzo

D. Livrables/extrants/produits attendus

- Institut supérieur Professionnel de Cibitoke créé
- Institut supérieur des mines de Rutana créé
- Centre régional d'apprentissage multisectoriel des jeunes et communautés regroupées en coopérative de Cankuzo

E. Impact attendus sur l'environnement et changements climatiques

Les mines et carrières représente un secteur économique important pour le Pays. Le Burundi doit disposer de ressources humaines ayant des compétences dans la maîtrise des technologies de pointes pour le développement du secteur porteur dans l'exportation, la production et la transformation des produits miniers de haute valeur ajoutée

F. Impact attendus sur le genre

La parité homme-femme sera privilégiée pour développer leurs compétences mais aussi le projet vise l'augmentation du % des filles admises dans les sections professionnelle et l'auto-emploi

G. Coût total du projet: 60 530 000 000 Francs Burundais

6. PROJET DE CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ACADÉMIQUES

A. Contexte et justification du projet

Le gouvernement du Burundi a entrepris beaucoup de réformes dont le système BMD, baccalauréat, maîtrise et Doctorat. Ainsi, suite à la massification des effectifs les institutions d'enseignements supérieurs dont en plus du fait que la plupart des ses infrastructures datent des années de l'indépendance, elles éprouvent un manque criant des locaux en termes des plateaux techniques (amphithéâtres, salles de cours polyvalents, les laboratoires et ateliers ainsi que les bibliothèques justifiant une certaine capacité d'accueil adaptée. Pour essayer de résoudre les problèmes liés à la normalisation des années académiques, il est important d'accorder des nouvelles infrastructures à côté de la réhabilitation de celles qui existent, et qui, pour la plupart 90% sont vétustes. Spécifiquement, L'Ecole Normale Supérieure (ENS) et l'Université du Burundi(UB) sont des Institutions d'Enseignement Supérieur qui assurent et soutiennent le développement du capital humain pour le Pays conformément aux orientations et axes stratégiques du PND 2018-2027. Il importe de préciser que ces institutions sont des établissements publics de formation qui assurent une formation scientifique et technique. Pour assurer l'accès et la qualité à l'enseignement supérieur il est indispensable que les groupes pédagogiques et académiques pléthoriques soient encadrés d'où le besoin des nouveaux bâtiments techniques et équipements adéquats.

B. Objectif général du projet

Promouvoir un système éducatif équitable et efficace

C. Objectifs spécifiques du projet

- Infrastructures et équipements de l'école Normale supérieure
- Infrastructures et équipements de l'Université du Burundi

D. Livrables/extrants/produits attendus

- Construction et équipements techniques de l'ENS mis en place
- Réhabilitation du Campus KIRIRI et Equipements des salles de cours et de laboratoire de la FSI

E. Impact attendus sur l'environnement et changements climatiques:

Le projet s'assurera d'utiliser les équipements de bonne qualité et faible émission de gaz à effet de serre dans les activités de réhabilitation.

Les constructions prennent en compte les aspects de protection et de prévention de l'environnement et de changement climatique tels que le respect des écosystèmes et la lutte contre l'érosion.

F. Impact attendu sur le genre

L'amélioration de l'accès en général va largement contribuer à l'équilibre des deux genres et la prise en compte des groupes les plus vulnérables. La parité homme-femme, les Batwa, les rappatriés et déplacés sont considérés dans la mise en œuvre de ce projet

Coût total du projet: 10 465 065 498 Francs Burundais

7. PROJET D'APPUI À L'AMÉLIORATION DES COMPÉTENCES ET EMPLOYABILITÉ DES JEUNES "PACEJ"

A. Contexte et justification du projet

La population burundaise est jeune et croît rapidement, d'où un grand nombre de jeunes entrent chaque année sur le marché du travail, mais la plupart exercent les fonctions à faibles revenus comme l'aide familiale, le travail autonome ou le travail manuel.

À l'heure actuelle, les jeunes constituent les ressources actives dont dispose toute nation. Néanmoins, « ils risquent trois fois plus que les adultes d'être sans travail... », (BIT, tendances mondiales de l'emploi des jeunes).

Au Burundi, l'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle et aux Métiers a une faible performance en matière de formation aux métiers suite aux problèmes rencontrés comme le faible niveau des formateurs, l'insuffisance des équipements et la non-adéquation formation-emploi. Ce projet d'amélioration des compétences et l'employabilité des jeunes est proposé pour essayer de réduire ces préoccupations.

B. Objectif général du projet

Développer les compétences et améliorer l'employabilité des jeunes bénéficiaires

C. Objectifs spécifiques du projet

- Restructurer et mettre à niveau les établissements de formation dans les secteurs porteurs de croissance et d'emploi ;
- Former les jeunes dans les domaines porteurs
- Développer les mécanismes entrepreneuriaux
- 100 structures (CEM, CFP, Etablissement d'enseignement technique) de formation sont restructurées

D. Livrables/extrants/produits attendus

- 420 000 jeunes sont formés en compétences compétitives prioritaires
- 50 Jeunes renforcés à utiliser leurs connaissances et compétences pour créer des emplois actuels et futurs

E. Impact attendus sur l'environnement et changements climatiques

Les instruments de sauvegardes environnementale et sociale ont été développés notamment le cadre de gestion environnementale et sociale (FSF) et Cadre pour le peuple autochtones (FPI)

F. Impact sur le genre

Implication des jeunes féminins et masculins sans distinction, L'autonomisation des femmes occupe une place de choix

G. Coût total du projet: 77 839 013 168 Francs Burundais

8.PROJET D'APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN TRANSITOIRE POUR L'ÉDUCATION (TWIGE NEZA)

A. Contexte et justification du projet

Les objectifs du Projet Twige Neza visent à améliorer (i) les conditions d'accès, (ii) la qualité des apprentissages et ce faisant l'efficacité interne du système (iii) la réduction des vulnérabilités et (iv) la gestion et le pilotage du secteur

B. Objectif général du projet

Assurer la qualité des apprentissages au niveau des écoles fondamentales du Burundi

C. Objectifs spécifiques du projet

- Améliorer de l'offre scolaire et des capacités d'accueil
- Améliorer de la qualité des apprentissages et de l'efficacité
- Appui à la résilience des écoles et réduction des vulnérabilités

D. Livrables/extrants/produits attendus

- Construction d'infrastructures scolaires et équipements
- Formation des responsables des structures déconcentrées sur la gestion locale des moyens
- Matériels didactiques disponibles

E. Impact attendus sur l'environnement et changements climatiques

Les instruments de sauvegardes environnementale et sociale ont été développés notamment le cadre de gestion environnementale et sociale (FSF) et Cadre pour le peuple autochtones (FPI)

F. Impact sur le genre

Implication des jeunes féminins et masculins sans distinction, L'autonomisation des femmes occupe une place de choix

G. Coût total du projet: 9 362 418 369 Francs Burundais

9.PROJET D'AMÉLIORATION DES APPRENTISSAGES EN DÉBUT DE SCOLARITÉ (PAADESCO-SHISHIKARA)

A. Contexte et justification du projet

Il est reconnu que l'éducation a un taux considérable de retour sur investissement chaque année d'enseignement et formation achevée, Le niveau d'éducation plus élevé peut avoir un impact significatif et positif sur la réduction de la pauvreté, Le projet d'amélioration des apprentissages en début de scolarité au Burundi "PAADESCO" contribue à la réalisation d'un ensemble plus large d'objectifs, notamment Renforcer le soutien parental et la fréquentation scolaires des Elèves, améliorer l'enseignement en classe, Aligner les activités au niveau de l'Ecole pour améliorer le rendement des élèves en début de scolarité et Aligner les systèmes pour améliorer la progression et l'apprentissage des élèves dans les premières années de scolarité

B. Objectif général du projet

Améliorer l'apprentissage et la progression des élèves en début de scolarité au Burundi

C. Objectifs spécifiques du projet

- Améliorer le rendement des élèves en début de scolarité
- Améliorer la progression et l'apprentissage des élèves dans les premières années de scolarité
- Guides et support pédagogique fournis

D. Livrables/extrants/produits attendus

Matériels didactiques disponibles

E. Impact attendus sur l'environnement et changements climatiques

Les instruments de sauvegardes environnementale et sociale ont été développés notamment le cadre de gestion environnementale et sociale (FSF) et Cadre pour le peuple autochtones (FPI)

F. Impact sur le genre

Implication des jeunes féminins et masculins sans distinction, L'autonomisation des femmes occupe une place de choix

G. Coût total du projet: 2 999 979 396 Francs Burundais

10.PROJET D'APPUI AU CENTRE D'EXCELLENCE SOUS RÉGIONAL EN SCIENCES DE LA NUTRITION-EANSI (PA-EANSI)

A. Contexte et justification du projet

Le projet PA EANSI s'inscrit dans la ligne des centres d'excellence dans les sciences biomédicales initiées par le Secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Le Burundi a hérité de la nutrition et se propose de mettre en place toutes les stratégies pour proposer à la région des innovations conséquentes en sciences de la nutrition. Le pays et la région manquent de ressources hautement qualifiées dans les sciences de la nutrition et le projet se propose de combler le vide en proposant des formations de niveau Master, Doctorat et la formation continue dans les secteurs de la santé et de l'agriculture.

B. Objectif général du projet

L'objectif du projet est de renforcer la sécurité nutritionnelle, contribuer au développement du capital humain et à la croissance économique du Burundi en particulier et dans la région de la communauté est-africaine en général

C. Objectifs spécifiques du projet

- Améliorer l'accès à une formation de haut niveau dans les sciences de la nutrition
- Améliorer l'accès à une recherche de qualité dans les sciences de la nutrition
- Réhabiliter un lot d'infrastructures de l'EANSI

D. Livrables/extrants/produits attendus

- 150 étudiants en Master dans les sciences de nutrition sont formés et diplômés
- 10 étudiants en Doctorat dans les sciences de nutrition sont formés et diplômés
- 180 Etudiants sont certifiés dans les formations continues pour les secteurs de la santé et l'agriculture.

E. Impact attendus sur l'environnement et changements climatiques

Le projet contribue à l'adaptation au changement climatique et à la résilience du secteur nutritionnel à travers les formations qui visent à améliorer l'accès à une formation de haut niveau et la recherche de qualité en sciences de la nutrition avec des modules en changement climatiques. La formation offrira donc des modules prenant en compte l'impact des changements climatiques sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle compte tenu des impacts négatifs indirects sur la production agricole. La composante 1 contribue à la finance climatique (à hauteur de 42,2% du budget). Le projet s'assurera d'utiliser les équipements de bonne qualité et faible émission de gaz à effet de serre dans les activités de réhabilitation.

F. Impact sur le genre

Le projet est classé dans la catégorie 3 relative au marqueur sur le genre. Le projet fera de l'intégration des aspects liés à l'équité et l'égalité de genre une dimension transversale sur l'ensemble des composantes du programme avec un focus sur le renforcement des capacités des femmes d'autant plus qu'elles jouent un rôle important dans la problématique de la nutrition. Les formations viseront au moins 30% des femmes (ce qui signifierait tout de même plus du double au regard du taux de filles dans les formations scientifiques à l'Université du Burundi). A la FABI, par exemple, le corps enseignant est constitué à 11,5% de femmes (tandis que les filles représentent 13% de l'ensemble des étudiants). Les objectifs devant être réalistes, le projet prévoit donc d'apporter une augmentation de plus de 100% par rapport au nombre initial pour cette opération. Les efforts d'enrôler davantage d'étudiantes une fois acquis dans ce projet vont se poursuivre. A cet effet, le projet veillera par des actions de sensibilisation à promouvoir la participation des femmes. Le projet mettra des mesures incitatives afin d'enrôler davantage de femmes : (i) bourses scolaires sur la base de critères d'excellence couplés aux critères de genre et d'inclusion, (ii) quota minimum de 30% d'admission pour les femmes, (iii) mise en réseau avec des associations féminines de scientifiques en Afrique, (iv) campagnes de recrutement de femmes à travers les organisations professionnelles du secteur de la nutrition/sécurité alimentaire, (v) cours spécifiques en leadership, et, (vi) programmes de mentorat. Le corps professionnel enseignant à l'Université du Burundi n'a qu'une faible proportion de femmes, ce qui résulte dans une large mesure de la faible représentation des filles parmi les étudiants, ce qui devrait être revu à la hausse avec l'enrôlement de plus de femmes et l'encouragement à poursuivre une carrière universitaire en continuant les études doctorales. A la FABI, par exemple, le corps enseignant est constitué à 11,5% de femmes (tandis que les filles représentent 13% de l'ensemble des étudiants).

G. Coût total du projet: 16 357 142 351 Francs Burundais

12.CONSTRUCTIONS DES PYLONES ET INSTALLATION DES DIPOLES DE LA RADIO NDERAGAKURA

A. Contexte et justification du projet

La radio NDERAGAKURA appuie de façon régulière les actions du Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique. Néanmoins elle connaît un sérieux problème d'accès à ses sites des émetteurs car les antennes et pylônes sont la propriété de la radiotélévision nationale, qui ne nous autorise pas à augmenter la puissance d'émission afin de réduire au strict minimum, si pas écarté, les zones d'ombre et les éventuels brouillages. L'installation des émetteurs avec des pylônes propres à la radio Nderagakura permettra d'augmenter à volonté la puissance d'émettre.

B. Objectif général du projet

Doter la radio Nderagakura du matériel adéquat pour améliorer la qualité du signal d'émission afin d'assurer une meilleure réception des programmes de la radio.

C. Objectifs spécifiques du projet

- Construire les pylônes dans les sites des émetteurs
- Installer les dipôles sur les pylons

D. Livrables/extrants/produits attendus

- Pylônes construits
- Dipôles installés

E. Impact attendus sur l'environnement et changements climatiques

Pas d'impact environnemental ou sur le changement climatique

F. Impact sur le genre

De plus en plus de public féminin pourra davantage suivre les programmes de la radio Nderagakura

G. Coût total du projet: 1 141 000 000 Francs Burundais

13. PROJET DE RÉHABILITATION, EXTENSION ET MODERNISATION DU CHUK

A. Contexte et justification du projet

Pour Garantir l'équité sociale en matière de santé, la sauvegarde et le renouvellement des infrastructures liée à la formation académique de qualité, il est important que les infrastructures qui datent de 1985 soient rénovées,

B. Objectif général du projet

L'objectif du projet est de renforcer la santé et la formation, contribuer au développement du capital humain et à la croissance économique du Burundi

C. Objectifs spécifiques du projet

- Améliorer l'accès à une formation de haut niveau en sciences de la santé
- Améliorer l'accès à une recherche de qualité dans les sciences de la santé
- Réhabiliter un lot d'infrastructures du CHUK pour accroître la capacité d'accueil

D. Livrables/extrants/produits attendus

- 9 Bâtiments
- 456 Equipements Médicaux
- 180 Matériels bureautiques

E. Impact attendus sur l'environnement et changements climatiques

Le projet contribue à l'adaptation au changement climatique et à la résilience du secteur de la santé à travers les formations qui visent à améliorer l'accès à une formation de haut niveau et la recherche de qualité en sciences de la santé avec des modules en changement climatiques. Le Projet s'assurera d'utiliser les équipements de bonne qualité et faible émission de gaz à effet de serre dans les activités de réhabilitation.

F. Impact sur le genre

Le projet est classé dans la catégorie 3 relative au marqueur sur le genre. Le projet fera de l'intégration des aspects liés à l'équité et l'égalité de genre une dimension transversale sur l'ensemble des composantes du programme avec un focus sur le renforcement des capacités des femmes d'autant plus qu'elles jouent un rôle important dans la problématique de la nutrition. Les formations viseront au moins 30% des femmes (ce qui signifierait tout de même plus du double au regard du taux de filles dans les formations scientifiques à l'Université du Burundi). A la FABI, par exemple, le corps enseignant est constitué à 11,5% de femmes (tandis que les filles représentent 13% de l'ensemble des étudiants). Les objectifs devant être réalistes, le projet prévoit donc d'apporter une augmentation de plus de 100% par rapport au nombre initial pour cette opération. Les efforts d'enrôler davantage d'étudiantes une fois acquies dans ce projet vont se poursuivre. A cet effet, le projet veillera par des actions de sensibilisation à promouvoir la participation des femmes. Le projet mettra des mesures incitatives afin d'enrôler davantage de femmes : (i) bourses scolaires sur la base de critères d'excellence couplés aux critères de genre et d'inclusion, (ii) quota minimum de 30% d'admission pour les femmes, (iii) mise en réseau avec des associations féminines de scientifiques en Afrique, (iv) campagnes de recrutement de femmes à travers les organisations professionnelles du secteur de la nutrition/sécurité alimentaire, (v) cours spécifiques en leadership, et, (vi) programmes de mentorat. Le corps professionnel enseignant à l'Université du Burundi n'a qu'une faible proportion de femmes, ce qui résulte dans une large mesure de la faible représentation des filles parmi les étudiants, ce qui devrait être revu à la hausse avec l'enrôlement de plus de femmes et l'encouragement à poursuivre une carrière universitaire en continuant les études doctorales. A la FABI, par exemple, le

corps enseignant est constitué à 11, 5% de femmes (tandis que les filles représentent 13% de l'ensemble des étudiants).

G. Coût total du projet: 165 622 977 300 Francs Burundais

4. MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA

Titre du projet 1 : Projet de construction des hôpitaux communaux.

Contexte et justification du projet: Ce projet rentre dans le cadre de la mise en œuvre du programme prioritaire du Gouvernement pour le renforcement du capital humain par le renforcement de la santé de la population burundaise.

L'hôpital communal est le premier niveau de référence pour les patients provenant des centres de santé. Il doit servir de complément et de soutien des soins de santé offerts par les CDS de son aire de responsabilité.

Objectif général du projet : Contribuer à l'amélioration de l'accessibilité aux soins de santé par le rapprochement des services de santé à population bénéficiaire.

Objectifs spécifiques du projet:

- Extension et réhabilitation de 116 centres de santé choisis pour être transformé en hôpitaux communaux à travers tout le pays ;
- Equiper 116 hôpitaux communaux avec des équipements médicaux et du matériel approprié ;
- Réduire les distances à parcourir pour voir un médecin.

Etudes : Auteurs de l'étude+ année de l'étude de faisabilité:

- Auteurs de l'étude : Gouvernement du Burundi ;
- Délai de deux ans : 2024-2025 ;
- Etude de faisabilité: En cours

Livrables/extrants/produits attendus:

116 hôpitaux communaux construits répartis à travers tout le pays ;

116 hôpitaux communaux construits et équipés avec des équipements médicaux et du matériel approprié.

Impact attendus sur l'environnement et changements climatiques: Le projet tient compte de la dimension environnementale.

Impact attendus sur le genre: Ce projet intègre toutes les couches sociales.

Coût total du projet en USD: 163 320 223 000 Fbu/5 444 008 USD ;

Titre du projet 2: Projet de construction d'un centre national de référence en Cancérologie.

Contexte et justification du projet: Ce projet rentre dans le cadre de la mise en œuvre du programme prioritaire du Gouvernement pour le renforcement du capital humain par le renforcement de la santé de la population burundaise.

Le Centre National de Référence en Cancérologie est un projet salvateur pour les burundais mais aussi la sous-région qui viendra en réponse à plusieurs causes notamment une absence d'infrastructures et équipements adaptés dans la lutte contre le cancer.

Objectif général du projet : Contribuer à l'amélioration de l'état de santé de la population atteinte de cancer.

Objectifs spécifiques du projet:

- Doter le Burundi d'un centre spécialisé fait d'infrastructures appropriées dans la détection, le diagnostic, le traitement et les soins palliatifs des patients atteints du cancer et rendre disponible le matériel et équipements.
- Renforcer le système de soins burundais et assurer son autonomisation en matière de la gestion des maladies non transmissibles et Assurer le renforcer des capacités des prestataires des autres hôpitaux, la recherche en matière de cancer et surveillance via le développement et l'alimentation d'un registre de cancer.

Etudes : Auteurs de l'étude+ année de l'étude de faisabilité :

Auteurs de l'étude: MSPLS ;

Délai de 5 ans : 2024-2029 ;

Etude de faisabilité: Pas encore.

Livrables/extrants/produits attendus :

- La construction du centre qui abritera plusieurs services de soins (laboratoire, imagerie conventionnelle, radiothérapie, chimiothérapie, oncologie chirurgicale et médicale, soins palliatifs etc) ; et rendre disponible les équipements, les médicaments et matériels pour le CT scan, l'IRM, la radio-immuno-analyse, la scintigraphie, biologie moléculaire, le service d'anatomie pathologie, etc.)
- Le fonctionnement et Ressources Humaines compétentes du centre et ses services.

Impact attendus sur l'environnement et changements climatiques: Ce projet tiendra compte des mesures de protection de l'environnement mais l'étude n'est pas encore faite.

Impact attendus sur le genre: Ce projet intègre toutes les couches sociales.

Coût total du projet: 57 862 342 USD

8. MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

Titre du projet 1: Projet de développement et /ou réhabilitation des infrastructures d'irrigation dans la province de Cibitoke, Commune Buganda

Contexte et justification du projet: Le diagnostic du secteur agricole a révélé que l'état de l'agriculture irriguée est un véritable paradoxe au regard de l'important potentiel irrigable dont dispose le Burundi. Le potentiel pour l'irrigation au Burundi est évalué à plus de 135 000 ha avec plus ou moins 30 000 ha sous irrigation. La reconstruction de ce barrage permettra d'irriguer 2546 ha sur la rive droite et gauche de la rivière Kaburantwa, ce qui augmentera sensiblement la production agricole.

Objectif général du projet : Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable et les conditions de vie des ménages.

Objectifs spécifiques du projet:

- Augmentation des superficies irriguées ;
- Exploitation des superficies irriguées sur 3 saisons ;
- Augmentation de la productivité et de la production agricole.

Etudes : Auteurs de l'étude+ année de l'étude de faisabilité :

Les études de faisabilité techniques ont été réalisées par le Groupement SHER/ARTELIA Madagascar en 2023

Livrables:

- Les ouvrages de mobilisation des ressources en eau sont construits
- Le périmètre irrigable sur la rive droite et gauche de kaburantwa est aménagé
- Les pistes transversales du périmètre sont réhabilitées

Impact du projet attendu : Augmentation de la production

Coût total du projet en USD : 9 300 000 000 USD

Titre du projet 2 : Projet de construction d'un laboratoire national de contrôle et de certification des semences

Contexte et justification du projet. Le projet de construction d'un Laboratoire National de Contrôle et de Certification des Semences a pour objet de mettre en place une infrastructure moderne et fonctionnelle permettant de garantir la qualité des semences et plants mises à la disposition des agriculteurs et par conséquent contribuer à l'amélioration de la production agricole.

Objectif général du projet : Renforcer les institutions de contrôle et de coordination du secteur semencier notamment à travers l'amélioration du fonctionnement du MINAGRIE au niveau de ses missions régaliennes concernant les « aspects techniques et règlementaires sur la production végétale » assurés par l'ONCCS.

Objectifs spécifiques du projet:

- Doter l'ONCCS d'une infrastructure de qualité et bien équipée
- Assurer la qualité des semences utilisées dans le cadre d'augmenter la production
- Protéger la population /consommateur des maladies issues de la consommation des produits issus des semences non contrôlées.

Etudes : Auteurs de l'étude+ année de l'étude de faisabilité : Réalisées par PAIOSA, en Décembre 2012.

Livrables: Un Laboratoire de Contrôle et de Certification des Semences qui répond aux normes de ce type d'infrastructures et qui est constitué de six blocs : 1. Un bloc à deux niveaux qui abritera un laboratoire d'analyses physiques ainsi que les services de l'administration ; 2. Un bloc technique 1 (laboratoire pour les analyses sanitaires : bactériologie, nématologie, virologie, microbiologie et un hall stérile); 3. Un bloc technique 2 (une chambre d'incubation stérile, une salle de migration PCR; 4. Un bloc de serres ; 5. Un bloc pour le stockage du matériel pour les serres ; 6. Un bloc quarantaine.

Impact du projet attendu : Amélioration de la qualité des semences et partant de la production agricole ; la création d'emplois pour le personnel permanent du laboratoire et la réduction des coûts d'analyse des semences.

Coût total du projet en USD:1 533 126 184 Fbu 1 076 317,52 USD (1USD= 1443 BIF)

Titre du projet 3: Projet d'aménagement des marais.

1. Contexte et justification du projet: Le diagnostic du secteur agricole a révélé que l'état de l'agriculture irriguée est un véritable paradoxe au regard de l'important potentiel irrigable dont dispose le Burundi. Le potentiel pour l'irrigation au Burundi est évalué à plus de 135 000 ha avec plus ou moins 30 000 ha sous irrigation, soit 20 % du total en potentiel. Mais, malgré cela, des études montrent bien que l'irrigation agricole au Burundi est un chemin obligé pour sortir des difficultés dues aux changements climatiques tels que l'irrégularité des pluies et la sécheresse qui hante notre pays, ce qui constitue un frein au développement agricole. L'aménagement de ces marais permettra d'irriguer 180 ha pour les marais de kivubo, Gicaca et Cumva en provinces de Gitega, Rutana et Karusi ; pour 252,85 ha pour le **marais de Gisuma en Province Karusi et pour 142 ha pour le marais Musasa en province Rutana.** Ce qui augmentera sensiblement la production agricole.

2. Objectif général du projet : Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable et les conditions de vie des ménages des provinces de Gitega, Rutana et Karusi .

3. Objectifs spécifiques du projet:

- Augmentation des superficies irriguées
- Exploitation des superficies irriguées sur 3 saisons ;
- Augmentation de la productivité et de la production agricole

4. Etudes

4.1. Etudes : Auteurs de l'étude+ année de l'étude de faisabilité : Les études de faisabilité techniques ont été réalisées :

- En mars 2018 par le Bureau CEC sous Financement du projet PRODEFI pour les marais de kivubo, Gicaca et Cumva en provinces de Gitega, Rutana et Karusi ;
- En Juin 2021 par le Bureau ERA International sous Financement du projet PRODEFI pour le **marais de Gisuma en Province Karusi ;**
- En juillet 2018 par le Bureau SCET TUNISIE sous Financement du projet PNSADRIM pour le **marais Musasa en province Rutana.**

5. Livrables

- Les ouvrages de mobilisation des ressources en eau sont construits
- Les marais irrigables sont aménagés
- Les pistes transversales du marais sont aménagées

6. Impact du projet attendu : L'impact du projet est l'augmentation de la production des populations des provinces de Gitega, Rutana et Karusi.

7. Coût total du projet : 5.286.000.693FBU, soit 1.250.385,4USD

- 2 700 000 000 FBU soit 900 000 USD pour l'aménagement des marais de Aménagement des marais de kivubo, Gicaca et Cumva en provinces de Gitega, Rutana et Karusi ;

- 456 000 693 BFU soit 230 769,58USD (1USD =1976 BIF) pour l'aménagement du marais de **Gisuma en Province Karusi** ;
- 2 130 000 000 FBU soit 1194 615,82 USD (1USD= 1783 FBU) pour l'aménagement du marais de **Musasa en province Rutana**.

Titre du projet 4 : Projet de Développement de la Filière Tomate

Contexte et justification du projet:

Au Burundi, la tomate est cultivée dans toutes les 11 régions naturelles du pays et est disponible toute l'année. Malgré les opportunités de plus en plus importantes de la filière, les productions de tomate voient leur développement freiné par les contraintes aussi bien techniques que socio-économique. Cette situation entraîne du coup une dépendance du Burundi vers l'extérieur.

Au total, la demande intérieure de la tomate est substantielle. On peut donc faire l'hypothèse qu'avec un ensemble d'actions et d'investissements appropriés à l'endroit des producteurs et des acteurs de la filière tomate, ceux-ci pourront accroître la production et aussi assurer la sécurisation/amélioration de leur performance et de leur revenu, ainsi que la pérennité de leurs activités.

Objectif général du projet : Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable et des conditions de vie des ménages.

Objectifs spécifiques du projet:

- Augmentation de la production de tomate de façon durable ;
- Diminution post récoltes des pertes des tomates ;

Etudes : Auteurs de l'étude+ année de l'étude de faisabilité : L'étude de faisabilité technique du projet a été réalisée en 2021 par la FAO via le recrutement d'un consultant international et national.

Livrables:

La filière tomate au Burundi dans tous ses trois maillons (la production, La transformation et la commercialisation) est développée.

Impact du projet attendu : L'impact du projet est l'augmentation de la production de la tomate

Coût total du projet en USD : 74 623 776 Fbu soit 37 765,069USD (1USD= 1976 BIF)

Titre du projet 5 : Projet de développement de la filière porcine au Burundi

Contexte et justification du projet:

Un des défis majeurs du Gouvernement Burundais est de réduire le déficit national en protéines animales et de diversifier les sources de revenus et produits d'exportation. La production porcine, comparée à celle d'autres productions animales, peut être une alternative pour atteindre rapidement cet objectif. En effet, les porcs ont un cycle de reproduction court et une prolificité élevée permettant un rapide retour des investissements aux petits producteurs et sont moins exigeants en espaces pastoraux par rapport aux ruminants. C'est

dans ce cadre que le Gouvernement du Burundi a sollicité la FAO pour un appui technique et financier pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour la promotion et le développement durable de cette filière. L'objectif de cette étude est de faire un état des lieux au niveau des différents maillons de cette filière, d'identifier les contraintes et les opportunités, et ainsi dégager des propositions visant la promotion de cette filière au Burundi.

Objectif général du projet : Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable et des conditions de vie des ménages.

Objectifs spécifiques du projet:

- Augmentation de la production de viande façon durable ;
- Augmentation des revenus des ménages

Etudes : Auteurs de l'étude+ année de l'étude de faisabilité : L'étude de faisabilité technique du projet a été réalisée en 2021 par la FAO via le recrutement d'un consultant international et national.

Livrables: La filière porcine au Burundi dans tous ses trois maillons (la production, la transformation et la commercialisation) est développée.

Impact du projet : Augmentation de la production de la viande

Coût du projet en USD: 4 547 000 USD

Titre du projet 6: Projet de reconstruction du barrage KAJEKE.

Contexte et justification du projet:

Le diagnostic du secteur agricole a révélé que l'état de l'agriculture irriguée est un véritable paradoxe au regard de l'important potentiel irrigable dont dispose le Burundi. Le potentiel pour l'irrigation au Burundi est évalué à plus de 135 000 ha avec plus ou moins 30 000 ha sous irrigation, soit 20 % du total en potentiel.

Mais, malgré cela, des études montrent bien que l'irrigation agricole au Burundi est un chemin obligé pour sortir des difficultés dues aux changements climatiques tels que l'irrégularité des pluies et la sécheresse qui hante notre pays, ce qui constitue un frein au développement agricole. La reconstruction de ce barrage permettra d'irriguer 4000 ha, ce qui augmentera sensiblement la production agricole.

Objectif général du projet : Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable et des conditions de vie des ménages.

Objectifs spécifiques du projet:

- Augmentation des superficies irriguées
- Exploitation des superficies irriguées sur 3 saisons
- Augmentation de la productivité et de la production agricole

Etudes : Auteurs de l'étude+ année de l'étude de faisabilité : L'étude de faisabilité technique du projet a été réalisée en 2019 par le Bureau SHER. Une possible actualisation de l'étude s'avère nécessaire.

Livrables:

- Le barrage de Kajeke est reconstruit et est fonctionnel
- Le canal Tête d'amené est construit
- Le périmètre irrigable de Gihanga est aménagé

Impact du projet attendu : Augmentation de la production agricole.

Coût total du projet en USD : 60.000.000.000 Fbu soit 32 502 708,56 USD. (1USD=1846 BIF)

Titre du projet 7 : Projet de développement de la filière avicole au Burundi

Contexte et justification du projet: Un des défis majeurs du Gouvernement Burundais est de réduire le déficit national en protéines animales et de diversifier les sources de revenus et produits d'exportation. La production avicole, peut être une alternative pour atteindre rapidement cet objectif. En effet, les volailles ont un cycle de reproduction court et une prolificité élevée permettant un rapide retour des investissements aux petits producteurs, sont moins exigeants en espaces pastoraux par rapport aux ruminants. C'est dans ce cadre que le Gouvernement du Burundi a sollicité la FAO pour un appui technique et financier pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour la promotion et le développement durable de cette filière. L'objectif de cette étude est de faire un état des lieux au niveau des différents maillons de cette filière, d'identifier les contraintes et les opportunités, et ainsi dégager des propositions visant la promotion de cette filière au Burundi.

Objectif général du projet : Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable et des conditions de vie des ménages.

Objectifs spécifiques du projet:

- Augmentation de la production de viande façon durable ;
- Augmentation des revenus des ménages

Etudes : Auteurs de l'étude+ année de l'étude de faisabilité : L'étude de faisabilité technique du projet a été réalisée en 2021 par la FAO via le recrutement d'un consultant international et national.

Livrables: La filière avicole au Burundi dans tous ses trois maillons (la production, la transformation et la commercialisation) est développée.

Impact du projet attendu :

- Augmentation de la production de la viande ;
- Augmentation des revenus des ménages.

Coût total du projet en USD : 4 547 000 USD

Titre du projet 8: Projet de Réhabilitation, Modernisation et Extension de la SOSUMO.

Contexte et justification du projet

La SOSUMO a été créé dans l'objectif de transformer la production de la canne à sucre en vue de satisfaire l'offre locale du sucre. A cette époque, la population burundaise était estimée à 5 millions d'habitants tandis que la capacité installée de l'usine était de 20.000 tonnes par an mais pour le moment la population a triplé et les équipements de l'usine sont en état de vétusté notoire et la société n'est pas à mesure de satisfaire la demande locale.

Ce projet de réhabilitation, de modernisation et d'extension vise d'une part à réhabiliter les équipements de l'usine en état déplorable, d'accroître le rendement de la canne à sucre à

l'hectare, à booster la production jusqu'à 35 000 tonnes de sucre par an et à la mise en place d'une unité de production d'alcool.

Pour réussir ce pari, il faudra progressivement investir dans une autre phase de projet d'extension des champs de culture de la canne à sucre et d'implantation d'une seconde unité de production du sucre pour dégager un surplus qui sera destinée à l'exportation.

Objectif général du projet : Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable et des conditions de vie des ménages et à la rentrée des devises dans le pays.

Objectifs spécifiques du projet:

- Augmentation de la production du sucre ;
- Diminution de devises destinées à l'importation du sucre.

Etudes : Auteurs de l'étude+ année de l'étude de faisabilité : L'étude de faisabilité technique du projet (Business plan) a été réalisée en 2022 par la SOSUMO

Livrables

- L'Usine SOSUMO est réhabilitée et modernisée
- Les superficies emblavées par la SOSUMO sont étendues.

Impact du projet attendu : L'impact du projet est l'augmentation de la production agricole.

Coût total du projet en USD:132 189 556 593 FBU, soit 68 091 563,39USD (1 USD=1941 BIF)

5. MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DE L'EQUIPEMENT ET DES LOGEMENTS SOCIAUX

Titre du projet n°1: *Aménagement et de bitumage de la RP 101 : Kiriri-Mwita-Isale- Bugarama et ses bretelles : Muberure-Isale et Buhonga-Muyira*

Contexte et justification du projet

La RP 101 fait partie des routes provinciales non revêtues et ce projet s'inscrit dans le cadre de son bitumage. Le tronçon du présent projet assurera également une voie alternative à la route nationale N°1 du Corridor Nord qui assure le désenclavement du Burundi, le désenclavement de sa zone d'influence par la distribution des produits manufacturés importés ainsi que la collecte et l'acheminement des produits locaux à exporter. Pour le cas précis de la RP 101, c'est un tronçon de route qui traverse une zone à grande potentialité agricole en termes de productions actuelle et qui est aussi variée.

Objectif général et objectifs spécifiques du projet

L'objectif principal de ce projet est de contribuer à la croissance économique du Burundi par la facilitation des échanges commerciaux avec les pays de la sous-région ainsi que le respect des normes internationales pour les routes multinationales traversant le territoire burundais

Etudes: Etudes techniques d'aménagement et de bitumage de la RP 101 : Kiriri-Isale-Bugarama (61 km).

Auteur: STS Mobile

Année de l'étude de faisabilité: Novembre 2019

Livable: Une route en béton bitumineux de 7 m comme bande de roulement

Impacts du projet: Sécurisation et fluidité des biens, des marchandises et des personnes

Coûts du projet (en dollar si possible): 117 100 000 USD

Projet n°2 : Réhabilitation et élargissement de la RN 1 : Bujumbura-Bugarama-Kayanza-Kanyaru haut

Contexte et justification du projet

La route nationale N° 1 qui est une section du corridor nord se trouve dans un état de dégradation et de vieillesse très avancées. A l'état actuel, cette route a une bande de roulement de six mètres avec une couche de roulement tantôt en bicouche, tantôt en enduit superficiel tri couche ou bicouche. Le défi à relever est de l'aménager et de la mettre dans de bonnes conditions de circulation répondant aux standards de l'EAC.

Objectif général et objectifs spécifiques du projet

La réhabilitation et élargissement de la RN 1 contribuera à la croissance économique du Burundi par la facilitation des échanges commerciaux avec les pays de la sous-région et des régions lointaines . Ce projet vient pour le respect des normes internationales pour les routes multinationales traversant le territoire burundais.

Etudes : Etudes techniques pour les travaux de réhabilitation et d'agrandissement de la route nationale N°1 : Bujumbura-Bugarama-Kayanza-Kanyaru Haut (109 km).

Année de l'étude de faisabilité: 2014

Auteur: CIRA International

Livable: Une route en béton bitumineux de 7 m comme bande de roulement

Impacts du projet: Sécurisation et fluidité des biens, des marchandises et des personnes

Coûts du projet (en dollar si possible): 168 950 000 USD

Titre du projet n°3: Réhabilitation et élargissement de la RN 7: Bujumbura- Rutana (Gitaba)

Contexte et justification du projet

La route Nationale N° 7 se trouve dans un état de dégradation et de vieillesse très avancées. A l'état actuel, cette route a une bande de roulement de six mètres avec une couche de roulement en enduit superficiel bicouche. Le défi à relever est de l'aménager et de la mettre dans de bonnes conditions de circulation répondant aux standards de l'EAC.

Objectif général et objectifs spécifiques du projet

La réhabilitation et élargissement de la RN 7 contribuera à la croissance économique du Burundi par la facilitation des échanges commerciaux avec les pays de la sous-région et des régions lointaines et de la mettre dans de bonnes conditions de circulation répondant aux standards de l'EAC.

Etudes: Etudes techniques pour les travaux de réhabilitation et d'agrandissement de la route nationale N°7: Bujumbura-Nyakararo (49 km)

Année de l'étude de faisabilité: 2014

Auteur: CIRA International

Livable: Une route en béton bitumineux de 7 m comme bande de roulement

Impacts du projet: Sécurisation et fluidité des biens, des marchandises et des personnes

Coûts du projet (en dollar si possible): 193 400 000USD

Titre du projet n°4: Aménagement et de bitumage de la RP 420 : Kayogoro-Buhema

Contexte et justification du projet

Le projet d'aménagement et de bitumage de la RC 420 et la construction du pont sur la rivière Malagalazi se justifie pour assurer le commerce transfrontalier entre la Tanzanie et le Burundi. Il permet aussi de réduire le temps de parcours pour acheminer les produits de première nécessité au Burundi et à l'Ouest de la Tanzanie.

Objectif général et objectifs spécifiques du projet

L'objet général de ce projet est de contribuer à la croissance économique du Burundi et de la Tanzanie, d'assurer le transport des biens, des marchandises et des personnes.

Etudes: Etudes d'aménagement et de bitumage de la RP 420 : Kayogoro-Buhema et Construction du pont sur la rivière Malagalazi

Année de l'étude de faisabilité: 2021

Auteur: ARB

Livable: la route Kayogoro-Buhema aménagée et le pont sur la rivière Malagalazi construit

Impacts du projet: Sécurisation et fluidité des biens, des marchandises et des personnes

Coûts du projet (en dollar si possible): 49 700 000USD

Projet N°5 : Aménagement et bitumage de la RN 11 : Bukemba-Gisuru-Cankuzo

Contexte et justification du projet

Le présent projet est une partie de la liaison entre le corridor central et le corridor nord-sud. Il s'agit d'une route en terre. Le défi à relever est de l'aménager et de la mettre dans de bonnes conditions de circulation. Cette route traverse les grandes régions de production notamment la province de Rutana, Cankuzo et Ruyigi. L'aménagement de ce tronçon de cette infrastructure permettra donc d'assurer le transport de tous les biens produits vers les grands centres de consommation

Objectif général et objectifs spécifiques du projet

L'aménagement et le butumage de cette route contribuera à la croissance économique du Burundi par la facilitation des échanges commerciaux avec les pays de la sous-région et permettra aussi de diminuer le coût de transport des biens et des personnes mais aussi le coût d'exploitation des véhicules.

Etudes: Etudes techniques pour les travaux d'aménagement et de bitumage de la RN 11 : Gihofi- Kinyinya-Cankuzo (114 km)

Année de l'étude de faisabilité: 2014

Auteur: Inframad

Livrable: Une route en béton bitumineux de 7 m comme bande de roulement,

Impacts du projet: Sécurisation et fluidité des biens, des marchandises et des personnes

Coûts du projet (en dollar si possible): 192 400 000 USD

Projet N°6 : Aménagement et bitumage de la RN 17 : Bururi-Makamba

Contexte et justification du projet

La RN17 est une route en terre qui relie la partie sud du pays à grande production agricole et une fois aménagé et butiminé, permettra d'assurer le transport de tous les biens produits vers les grands centres de consommation et permettra aussi de diminuer le coût de transport des biens et des personnes mais aussi le coût d'exploitation des véhicules.

Objectif général et objectifs spécifiques du projet

L'aménagement et le butumage de la RN 17 contribuera à la croissance économique du Burundi par la facilitation des échanges commerciaux avec les pays de la sous-région.

Etudes: Etudes techniques pour les travaux d'aménagement et de bitumage de la RN 17 : Bururi-Makamba (37 km)

Année de l'étude de faisabilité: 2018

Auteur: STS Mobile

Livrable: Une route en béton bitumineux de 7 m comme bande de roulement,

Impacts du projet: Sécurisation et fluidité des biens, des marchandises et des personnes

Coûts du projet (en dollar si possible): 91 550 000USD

Projet N°7 : Aménagement et construction de la route nationale n°13 : Cankuzo-Gahumo (50 km)

Contexte et justification du projet

La section Cankuzo-Gahumo du présent projet est un tronçon de la liaison entre le corridor central et le corridor nord. A l'état actuel, Il s'agit d'une route en terre. Le défi à relever est de l'aménager et de la mettre dans de bonnes conditions de circulation répondant aux standards de l'EAC. Cette route traverse les grandes régions de production notamment la province de Cankuzo et Ruyigi. Elle pourrait servir de voie alternative au tronçon Kobero-Muyinga-Karuzi-Gitega.

Objectif général et objectifs spécifiques du projet

L'objectif principal de ce projet est de contribuer à la croissance économique du Burundi par la facilitation des échanges commerciaux avec les pays de la sous-région ainsi que le respect des normes internationales pour les routes multinationales traversant le territoire burundais

Etudes: Etudes techniques pour les travaux d'aménagement et de bitumage de la RN 13(Phase III) : Cankuzo-Gahumo (50 km)

Année de l'étude de faisabilité: 2014

Auteur: STUDI International

Livrable: Une route en béton bitumineux de 7 m comme bande de roulement

Impacts du projet: Sécurisation et fluidité des biens, des marchandises et des personnes

Coûts du projet (en dollar si possible): 66 050 000USD

Projet N°8 : Réhabilitation et agrandissement de la route Nationale N°12 : Gitega-Karuzi-Muyinga

Contexte et justification du projet

La route nationale N° 12 qui est une section du corridor central vient d'atteindre sa durée de vie de 8 ans pour une route en enduit superficiel bicouche. Comme largeur de la chaussée n'est pas conforme aux standards de l'EAC, elle doit être modernisée pour lui conférer ces aspects techniques. Le défi à relever est de l'aménager et de la mettre dans de bonnes conditions de circulation répondant aux standards de l'EAC.

Objectif général et objectifs spécifiques du projet

L'aménagement de ce tronçon permettra d'assurer le transport de tous les biens produits vers les grands centres de consommation comme Bujumbura et Gitega. Elle permettra aussi de diminuer le coût de transport des biens et des personnes mais aussi le coût d'exploitation des véhicules.

Etudes: Etudes techniques pour les travaux de réhabilitation et d'agrandissement de la route nationale N°12 : Gitega-Karuzi-Muyinga

Année de l'étude de faisabilité: 2014

Auteur: CIRA International

Livrable: Une route en béton bitumineux de 7 m comme bande de roulement

Impacts du projet: Sécurisation et fluidité des biens, des marchandises et des personnes

Coûts du projet (en dollar si possible): 95 050 000USD

Projet N°9 : Réhabilitation et agrandissement de la route nationale N°6 : Kayanza-Ngozi-Musasa-Muyinga-Kobero (130 km)

Contexte et justification du projet

La route nationale N° 6 dépassé sa durée de vie et a atteint un état de vieillesse trop prononcée. Pour ces raisons et à voir son rôle dans la vie nationale du pays, elle doit être réhabilitée et agrandie selon les standards de l'EAC. Cela se justifie par le fait qu'elle assure le transport des biens, des marchandises et des personnes vers les centres de consommation ou d'approvisionnement en différents denrées.

Objectif général et objectifs spécifiques du projet

La réhabilitation et élargissement de la RN 6 contribuera à la croissance économique du Burundi par la facilitation des échanges commerciaux avec les pays de la sous-région et des régions lointaines et de la mettre dans de bonnes conditions de circulation répondant aux standards de l'EAC.

Etudes: Etudes techniques pour les travaux de réhabilitation et d'agrandissement de la route nationale N°6 : Muyinga-Kobero

Année de l'étude de faisabilité: 2014

Auteur: CIRA International

Livrable: Une route en béton bitumineux de 7 m comme bande de roulement

Impacts du projet: Sécurisation et fluidité des biens, des marchandises et des personnes

Coûts du projet (en dollar si possible): 116 890 000 USD

Projet N°10: Aménagement et construction de la RN 15 : Ngozi-Kanyaru bas(24 km)

Contexte et justification du projet

La RN 15 est une partie de la liaison entre le corridor central et le corridor nord. Il relie le Burundi au Rwanda. Il s'agit d'une route en terre. Le défi à relever est de l'aménager et de la mettre dans de bonnes conditions de circulation. Cette route traverse les grandes régions de production notamment la province de Ngozi.

Objectif général et objectifs spécifiques du projet

L'objectif principal de ce projet est de contribuer à la croissance économique du Burundi par la facilitation des échanges commerciaux avec les pays de la sous-région et des régions lointaines ainsi que le respect des normes internationales pour les routes multinationales traversant le territoire burundais

Etudes: Etudes techniques pour les travaux d'aménagement et de bitumage de la RN 15 : Ngozi-Kanyaru bas(24 km)

Année de l'étude de faisabilité: 2014

Auteur: TECHNIPLAN

Livrable: Une route en béton bitumineux de 7 m comme bande de roulement

Impacts du projet: Sécurisation et fluidité des biens, des marchandises et des personnes

Coûts du projet (en dollar si possible): 61 050 000USD

Projet N°11: Aménagement et bitumage de la RP 106 : Ndava-Buhayira-Ndora et ses deux pistes connexes : les bretelles vers le marché de Buhayira et le Lycée Mère du Sauveur Tronçon Kagwema – Mudubugu – Randa

Contexte et justification du projet

La RP 106 fait partie des routes provinciales non revêtues et ce projet s'inscrit dans le cadre de son bitumage. Le tronçon du présent projet assurera également une voie alternative à la route nationale N°1 du Corridor Nord qui assure le désenclavement du Burundi, le désenclavement de sa zone d'influence par la distribution des produits manufacturés importés ainsi que la collecte et l'acheminement des produits locaux à exporter. Pour le cas précis de la RP 106, c'est un tronçon de route qui traverse une zone à grande potentialité agricole en termes de productions actuelle et qui est aussi variée.

Objectif général et objectifs spécifiques du projet

L'objectif principal de ce projet est de contribuer à la croissance économique du Burundi par la facilitation des échanges commerciaux avec les pays de la sous-région et des régions

lointaines ainsi que le respect des normes internationales pour les routes multinationales traversant le territoire burundais.

Etudes: Etudes techniques d'aménagement et de bitumage de la RP 106 : Ndava- Buhayira-Ndora et ses deux pistes connexes : les bretelles vers le marché de Buhayira et le Lycée Mère du Sauveur (30 km); Tronçon Kagwema – Mudubugu – Randa (12 km)

Année de l'étude de faisabilité: 2019

Auteur: Hydro Electric Power consulting (HEPC)

Livrable: Une route en béton bitumineux de 7 m comme bande de roulement

Impacts du projet: Sécurisation et fluidité des biens, des marchandises et des personnes

Coûts du projet (en dollar si possible): 84 100 000 USD

Projet N°12: Aménagement et bitumage de la route provinciale N° 118 : Kinama-Muzinda

Contexte et justification du projet

La RP 118 fait partie des routes provinciales non revêtues et ce projet s'inscrit dans le cadre de son bitumage. Le tronçon du présent projet assurera également une voie alternative à la route nationale N°1 du Corridor Nord qui assure le désenclavement du Burundi, le désenclavement de sa zone d'influence par la distribution des produits manufacturés importés ainsi que la collecte et l'acheminement des produits locaux à exporter. Pour le cas précis de la RP 118, c'est un tronçon de route qui traverse une zone à grande potentialité agricole en termes de productions actuelle et qui est aussi variée.

Objectif général et objectifs spécifiques du projet

L'objectif principal de ce projet est de contribuer à la croissance économique du Burundi par la facilitation des échanges commerciaux avec les pays de la sous-région et des régions lointaines ainsi que le respect des normes internationales pour les routes multinationales traversant le territoire burundais.

Etudes: Etudes techniques d'aménagement et de bitumage de la RP 118 : Kinama-Martyazo-Muzinda (25 km)

Année de l'étude de faisabilité: Novembre 2016

Auteur: STS Mobile

Livrable: Une route en béton bitumineux de 7 m comme bande de roulement

Impacts du projet: Sécurisation et fluidité des biens, des marchandises et des personnes

Coûts du projet (en dollar si possible): 71 100 000 USD

Projet N°13: Aménagement et bitumage de la RP 314 : Kobero-Busoni-Nyarunazi et la RP 319 : Kabanga- Rweru-Gatare-Gasenyi

Contexte et justification du projet

Les routes provinciales RP 314 et RP 319 fait partie des routes provinciales non revêtues et constituent des liaisons du corridor central et nord. La modernisation des routes provinciales RP 314 et RP 319 qui sont actuellement des routes non revêtues est précédée d'une étude économique pour mettre en évidence les avantages générés par cette infrastructure. Premièrement, les produits de consommation manufacturés en provenance d'autres sites de production parviennent aisément au consommateur final et à coût réduit. Deuxièmement, les produits agricoles locaux sont aisément acheminés vers les différents marchés d'écoulement et à coût réduit.

Objectif général et objectifs spécifiques du projet

L'objectif principal de ce projet est de contribuer à la croissance économique du Burundi par la facilitation des échanges commerciaux avec les pays de la sous-région et des régions lointaines ainsi que le respect des normes internationales pour les routes multinationales traversant le territoire burundais.

Etudes: Etudes techniques d'aménagement et de bitumage de la RP 314 : Kobera-Busoni-Nyarunazi(52km) et la RP 319 : Kabanga-Rweru-Gatare-Gasenyi(31 km)

Année de l'étude de faisabilité: Novembre 2019

Auteur: STS Mobile

Livrable: Une route en béton bitumineux de 7 m comme bande de roulement

Impacts du projet: Sécurisation et fluidité des biens, des marchandises et des personnes

Coûts du projet (en dollar si possible): 225 100 000 USD

Projet N°14: Construction du chemin de fer Uvinza-Musongati- Gitega (126 km)

Contexte et justification du projet

Le Burundi recèle d'importants gisements de nickel dans les périmètres de Musongati, Waga et Nyabikere. Le plus connu est celui de Musongati avec des réserves évaluées à plus de 150 millions de tonnes à 1,6% de nickel, dont 72,5 millions de tonnes prouvées. En outre, le sous-sol burundais contient d'autres minéralisations qui ont été mises en évidence par diverses études notamment des réserves prouvées de minerai de vanadium, des gisements d'or, de cassitérite et de colombo-tantalite. Par ailleurs, des minerais industriels sont également présents, telles que les roches carbonatées, utilisées pour la fabrication de ciment et des matières premières utilisées pour la production des articles en céramique. L'intérêt porté sur

le transport ferroviaire provient également des avantages comparatifs que ce mode de transport offre par rapport à la route.

Objectif général et objectifs spécifiques du projet

L'objectif principal de ce projet est d'assurer le désenclavement du Burundi et le connection au Port de Dar es Salaam et d'assurer le transport des marchandises (principalement les minerais) et des personnes à moindre coût au Burundi dans la sous-région.

Etude: **Année de l'étude de faisabilité:**

Auteur:

Livrable: ligne ferroviaire de 126 km ; gares ferroviaires ; ouvrages d'art et pistes d'accès aux sites miniers.

Impact:

- Les marchandises et les personnes seront acheminés jusqu'au Port de Dar es Salaam à un coût abordable ;
- La réduction du temps, de Gitega à Dar es Salaam.
- La croissance économique du Burundi améliorée.

Coûts du projet (en dollar si possible): 1 433 350 000 USD

Projet N°15: Construction des logements sociaux

Contexte et justification du projet

Le projet de construction de 5 000 Appartements contribuera à la nécessité de Répondre au manque criant des logements pour la population ayant des revenus moyens.

Objectif général et objectifs spécifiques du projet

L'objectif principal de ce projet est de promouvoir les logements sociaux et mettre à la disposition de la population à moyens et faibles revenus des logements décentes et à moindre coût

Etudes:

Auteur : OBUHA

Année : 2023

Livrable : 5 000 Appartements construits

Impacts du projet: Logements décents accessibles à une population à moyen et à moindre revenus

Coûts du projet (en dollar si possible): 262 054 507

Projet N°16: Reconstruction de l'Ex-Marché Central de Bujumbura en un Complexe Commercial

Contexte et justification du projet

Le projet de Reconstruction de l'Ex-Marché central en Complexe Commercial joue un rôle crucial dans l'économie du pays en général et de la ville de Bujumbura en particuliers. Il génère un important chiffre d'affaires et crée des emplois. De plus, il peut servir de catalyseur pour le développement d'autres types de commerces et de services dans la zone commerciale.

Objectif général et objectifs spécifiques du projet

L'objectif principal de reconstruction de l'ex marché Central de Bujumbura est de Booster l'économie du pays et en mettant en place des infrastructures socioéconomiques répondant à l'émergence et au développement.

Etudes:

Auteur : OBUHA

Année : 2023

Livrable : Centres commerciaux, Parcs de loisirs, Hôtel à cinq étoiles ; Bâtiment à caractère administratif.

Impacts du projet:

Coûts du projet (en dollar si possible): 400 000 000 USD

Projet N°17: Construction de la Cité de la Jeunesse Africaine

Contexte et justification du projet

En février 2023, Bujumbura a été élu capitale africaine de la jeunesse. Le Gouvernement désire créer un complexe de la jeunesse pouvant accueillir tous les grands évènements et activités de la jeunesse intercontinentale.

Objectif général et objectifs spécifiques du projet

L'objectif du projet est de faire Bujumbura une capitale africaine de la jeunesse digne de son nom et doter le Burundi des immeubles avec des standards et des capacités de contenance pouvant accueillir des grands évènements de la jeunesse intercontinentale

Etudes:

Auteur : OBUHA

Année : 2023

Livrable : Centre de congrès et musée (Convention center) ;Complexe sportif (ARENA) ;Centres des TICs ;Hôtel Cinq étoiles ;Parc d'attraction ;Stade international ;Piscine olympique ;Parc à bateaux.

Impacts du projet:

Coûts du projet (en dollar si possible): 1 000 000 000USD

6. MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

EXTENSION DES GUICHETS UNIQUES PROVINCIAUX

A. Contexte et justification du projet

Le diagnostic de l'Administration Publique Burundaise dans le cadre du Programme National de réforme de l'Administration "PNRA" a conclu à quelques dysfonctionnements au niveau de l'organisation de l'Etat Burundais en tant que système administratif global. Cette lacune se traduit par des procédures de coordination peu clairement définies et une excessive centralisation des décisions comme par le nombre trop élevé de procédures alourdissant les charges de coordination et empêchant dans un environnement de rareté de ressources de les doter convenablement de moyens nécessaires. Afin de palier à ces défis, le PNRA, adopté le 25 avril 2012 a défini 35 actions complexes à mettre en œuvre pour réformer l'administration publique capitalisés à travers les quatre axes dont entre autres celui de mettre la performance de l'Administration Publique au service du Citoyen.

B. Objectif général du projet

Les Performances de l'Administration publique sont mises au service du citoyen

C. Objectifs spécifiques du projet

- Réhabiliter les locaux qui devront abriter les GUP
- Equiper les locaux réhabilités
- Former les cadres et agents des nouveaux GUP

D. Livrables/extrants/produits attendus

- Les locaux pouvant abriter les GUP sont réhabilités et le câblage électrique, informatique réalisé et les équipements mobiliers et informatiques achetés et installés
- Les cadres et agents des nouveaux GUP sont formés

E. Impact attendus sur l'environnement et changements climatique

Aucun impact sur l'environnement et le changement climatique

F. Impact sur le genre

Les bénéficiaires des services vont inclure les femmes et les hommes au même pied d'égalité sans aucune discrimination

G. Nom des livrables

- Les locaux pouvant abriter les GUP sont réhabilités,
- Le câblage électrique et informatique réalisé
- Les équipements mobiliers et informatiques achetés et installés
- Les cadres et agents des nouveaux GUP sont formés

H. Coût total projet : 5 023 214 295 FBU

PROJET DE CONSTRUCTION, REHABILITATION ET EQUIPEMENT DE L'ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

A. Contexte et justification du projet

L'ENA a pour mission principale d'assurer le renforcement des capacités du personnel chargé de l'administration et de la gestion du secteur public. Il travaillait au départ avec le personnel du niveau central de ce secteur.

L'ENA, se heurte actuellement aux besoins d'infrastructures servant de formation des participants. D'où, le besoins de nouvelles infrastructures. Bien plus, les salles de cours existantes méritent d'être réhabilitées étant donné leurs défauts de construction pouvant mener même à leur écroulement.

B. Objectif général du projet

Construire, Réhabiliter et Equiper l'Ecole Nationale d'Administration « l'ENA »

C. Objectifs spécifiques du projet

- Accroître la capacité d'accueil
- Améliorer la qualité et la quantité des équipements
- Réhabiliter 11 salles de cours
- Equiper les infrastructures
- Améliorer l'offre des services de la bibliothèque
- Construire un bâtiment d'hébergement et restauration
- construire des terrains de jeux et loisirs

D. Livrables/extrants/produits attendus

- Une étude de faisabilité est réalisée
- Un nouvel immeuble (Rez-de-chaussée+2niveaux) de 12 salles de formation est construit
- un nouveau bâtiment administratif, Un bâtiment d'hébergement et restauration, 5 laboratoires et Une Bibliothèque sont construits
- Un terrain de jeu et de loisirs (construire un terrain combiné de basket-volley ball, construire une piscine) est construit
- 11 salles de classe et locaux sont réhabilités
- Les salles de formation et le bâtiment administratif sont équipés
- Les bâtiments d'hébergement et restauration sont équipés
- 50 machines informatiques et logiciels Sont acquis
- 5 laboratoires sont équipés
- La Bibliothèque (souscrire l'abonnement, former 5 opérateurs, acquérir
- 5000 nouveaux ouvrages) est équipée

E. Impact attendus sur l'environnement et changements climatiques:

Ce projet tient compte des mesures de protection de l'environnement et de changement climatique

F. Impact attendus sur le genre

Les bénéficiaires des services vont inclure les femmes et les hommes au même pied d'égalité sans aucune discrimination.

G. Coût total projet : 14 878 661 953 FBW

CONSTRUCTION DES BATIMENTS DU SIEGE DE L'ISGE

A. Contexte et justification du projet

Construction d'un certain nombre de bâtiments et d'infrastructures de formation et sportives suffisantes et modernes couvrant les fonctionnalités de formation pour le renforcement des capacités des cadres en cours d'emploi des entreprises tant publiques que

privées, d'entraînement de haut niveau, de vie au campus et d'encadrement administratif pour :

- Accueillir, chaque année, au moins 1 000 cadres des entreprises tant publiques que privées et indépendants accueillis chaque année dans notre centre pour des séjours de perfectionnement en cours d'emploi ou stages de courte ou de longue durée ;
- Développer des projets de développement et de recherche en Gestion des Entreprises

B. Objectif général du projet

L'ISGE, Centre d'Excellence en Gestion, bien positionné pour mieux desservir le pays et la sous-région

B. Objectifs spécifiques du projet:

Construire sur le site de KIYANGE, des bâtiments et des infrastructures de formation et administratives modernes pour abriter l'ISGE

C. Livrables/extrants/produits attendus

- Le terrain est remblayé avec de tout venant
- Un bloc administratif à 4 niveaux est construit
- Un bloc à 3 niveaux comprenant un amphithéâtre et des salles de formation est construit
- Un bloc à 4 niveaux comprenant une bibliothèque et des salles de formation est construit
- Le parking extérieur, voiries et divers sont aménagés

D. Impact attendus

Ce projet tient compte des mesures de protection de l'environnement et de changement climatique

H. Impact attendus sur le genre

Les bénéficiaires des services vont inclure les femmes et les hommes au même pied d'égalité sans aucune discrimination.

E. COÛT TOTAL PROJET :6 527 898 000 FBU

ETUDE SUR LA PROBLEMATIQUE DE L'INSERTION DES LAUREATS DU SYSTEME EDUCATIF FORMEL ET DES CERTIFIES DE L'APPRENTISSAGE FORMEL PERIODE DE 2017 A 2020

A. Contexte et justification du projet

L'emploi est l'un des grands facteurs de la stabilité politique, de développement économique soutenu et de la paix durable. Toutefois, la création et la promotion de l'emploi est une question à l'origine de plusieurs conflits et qui nécessite des réponses adéquates et stables. Toutefois, la contribution des mandataires politiques/Publics à la fin de leur mandat et des hauts cadres de l'Etat qui le souhaitent via une approche de création et la promotion de l'emploi décent nécessitent des orientations adéquates et stables. Le Programme National de la Reconversion Professionnelle vient de compléter les instruments de planification de la croissance économique et de lutte contre la pauvreté pour atteindre les objectifs de développement durable, décent d'une manière générale, le changement de mentalité à travers une approche de reconversion professionnelle c'est à dire changement de métier/profession/emploi vers une autre activité productive, rassurante et génératrice de revenus. Cette phase constitue un moment fort et important de prise de décision au cours d'une carrière professionnelle.

B. Objectif général du projet

Analyser l'adéquation formation-emploi afin de comprendre les critères d'insertion des jeunes diplômés sur le marché du travail pour les années 2017-2018-2019 et 2020.

C. Objectifs spécifiques du projet

- Dresser le profil des jeunes lauréats des universités qui parviennent ou non à s'insérer sur le marché du travail
- Identifier les secteurs de l'enseignement-formation les plus porteurs
- Constituer une base de référence pour le suivi continue du devenir et de l'insertion des diplômés sur le marché du travail.
- Une situation des lauréats du système éducatif formel et des certifiés de l'apprentissage formel de 2017 à 2020 par filière est réalisée

D. Livrables/extrants/produits attendus

- Un rapport de l'étude détaillant les indicateurs du marché du travail en rapport avec l'insertion socio-professionnelle des jeunes diplômés est élaboré
- Une analyse synthétique de l'adéquation formation-emploi mettant en exergue les domaines porteurs est réalisée
- Base de données sur les lauréats est mise en place

E. Impact attendus sur l'environnement et changements climatiques

Les deux aspects doivent être pris en compte lors de la mise en œuvre de ce programme

F. Impact attendus sur le genre

Prise en compte sur le genre

G. Coût total projet : 500 000 000 FBU

PROGRAMME NATIONALE DE LA RECONVERSION PROFESSIONNELLE

A. Contexte et justification du projet

Les Mandataires publics/ politiques, Hauts cadres actifs est un groupe cible des professionnels ayant des compétences acquises très variées qu'il faut capitaliser pour les mettre au profit du développement de notre pays qui a beaucoup investi en eux .Ils disposent aussi des revenus qu'il faut sécuriser par d'autres sources de revenu provenant des projets créés par eux-mêmes et du coup, pouvant contribuer à la création/promotion des emplois pour les jeunes.

B. Objectif général du projet

Capitaliser les compétences les mandataires politiques/publics et les hauts cadres de l'Etat pour contribuer au développement du pays et à la réduction du chômage des jeunes par la création de petites et moyennes entreprises

C. Objectifs spécifiques du projet

- Désengorger le secteur public et politique pour une reconversion volontaire des mandataires publics/politiques et Hauts Cadres vers d'autres secteurs porteurs d'emplois
- Renforcer les capacités techniques et institutionnelles des structures en charge de l'emploi, formation, reconversion et perfectionnement professionnels

D. Livrables/extrants/produits attendus

- Les mandataires publics/politiques et Hauts Cadres sont désengorgés vers d'autres secteurs porteurs d'emplois
- Les structures en charge de l'emploi, formation, reconversion et perfectionnement professionnels sont renforcées

E. Impact attendus sur l'environnement et changements climatiques

Pas d'impact

F. Impact attendus sur le genre

Le genre est pris en compte

G. Coût total projet : 639 500 000 FBU

RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES ET OPERATIONNELLES DE L'IGTSS

A. Contexte et justification du projet

Le travail des inspecteurs sur terrain est très exigeant : Le besoin en moyen de déplacement et en renforcement des capacités pour mieux lutter contre le travail illégal et les fraudes sociales et fiscales est indéniable, il s'avère nécessaire d'y mettre des moyens conséquents,

B. Objectif général du projet

Renforcement des capacités de l'Inspection Générale du Travail et de la Sécurité Sociale pour mieux lutter contre le travail illégal et les fraudes sociales et fiscales

C. Objectifs spécifiques du projet

- Renforcer les capacités institutionnelles de l'Inspection Générale du Travail et de la Sécurité Sociale
- Renforcer les capacités opérationnelles de l'Inspection Générale du Travail et de la Sécurité Sociale

D. Livrables/extrants/produits attendus

- 18 modules de formation, un guide et code de déontologie sont élaborés
- 50 inspecteurs du travail et de la Sécurité Sociale formés
- Un minibus et 1 camionnette achetés et approvisionnés
- L'IGTSS est équipée de 30 ordinateurs de bureau, 5 laptop, 1 rétroprojecteur, 1 photocopieuse et 20 imprimantes
- Une application de gestion des inspections développée
- 36 motos de marque YAMAHA 125 sont achetés

E. Impact attendus sur l'environnement et changements climatiques

Impacts positifs du fait de l'augmentation des contrôles en matière de santé et sécurité au travail.

F. Impact attendus sur le genre

Diminution de la discrimination liée au genre du fait de l'augmentation des contrôles

G. Coût total projet : 677 880 000 FBU

LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL ET/OU DISSIMULE ET LES FRAUDES SOCIALES

A. Contexte et justification du projet

Le travail illégal et ou dissimulé lèse énormément les droits des travailleurs en les privant de leurs droits fondamentaux tel que le droit à la sécurité sociale, prive les organismes de sécurité sociale des fonds énormes, du trésor public des taxes et impôts et fausse la concurrence entre les entreprises. L'augmentation des contrôles des entreprises par l'Inspection Générale du travail et de la Sécurité Sociale réduit ces tricheries.

B. Objectif général du projet

Promouvoir l'emploi et les conditions du travail décent

C. Objectifs spécifiques du projet

- Améliorer les conditions de travail
- Promouvoir l'emploi

D. Livrables/extrants/produits attendus

- Une synergie de contrôle (avec OBR, INSS, PAF) est mise en place
- 30 séances de sensibilisation sont organisées à l'endroit de 1800 entreprises
- 300 entreprises sont contrôlées en matière de santé et sécurité au travail
- 6000 entreprises sont contrôlées sur l'application de la législation du travail et de la sécurité sociale

E. Impact attendus sur l'environnement et changements climatiques

Aucun impact sur l'environnement

F. Impact attendus sur le genre

En augmentant les contrôles, on réduit sensiblement les discriminations liées au genre

G. Coût total projet : 971 000 000 FBU

PROGRAMME NATIONAL POUR L'EMPLOI DES JEUNES (PANEJ)

A. Contexte et justification du projet

Le Gouvernement du Burundi a adopté une Politique Nationale de l'Emploi (PNEJ) en date du 12 Novembre 2014. L'emploi des jeunes a été inscrit comme un axe important dans cette politique nationale en vue d'apporter des réponses durables à la problématique du chômage dont l'ampleur ne cesse d'accroître. Cette action du Gouvernement burundais est en phase avec la dynamique régionale et même mondiale en matière de création d'emploi. Le PANEJ est élaboré dans le but de permettre à chaque jeune Burundais d'obtenir des facilités d'accès à un emploi décent, générateur de revenu nécessaire pour garantir le bien être individuel et collectif.

B. Objectif général du projet

Réduire considérablement le chômage en facilitant l'accès à l'emploi pour les jeunes burundais âgés de 18 à 35 ans. Au terme du cycle des quatre années de mise en œuvre le PANEJ créera 545 456 emplois (si toutefois le scénario 3 reste maintenu).

C. Objectifs spécifiques du projet

- Améliorer la prise en compte de l'emploi et du travail décent dans les politiques macroéconomiques, les stratégies sectorielles et les Plans de développement communautaire ;
- Adapter les compétences et qualifications des jeunes aux besoins du marché du travail ;

D. Livrables/extrants/produits attendus

- Les jeunes accèdent aux emplois durables
- Les compétences et les qualifications des jeunes sont adaptées

E. Impact attendus sur l'environnement et changements climatiques

Les deux aspects sont pris en compte

F. Impact attendus sur le genre

Le genre est pris en considération

G. Coût total projet : 2 450 871 840FBU**7. MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ENERGIE ET DES MINIES****PROJET n°1****1. Titre du projet : «LE PROJET ACCELERER LA TRANSFORMATION DE L'ACCES A L'ENERGIE DURABLE ET PROPRE AU BURUNDI (ASCENT-BI)».**

2. Contexte et justification du projet : Le projet trouve sa justification dans l'amélioration sensible de la desserte en électricité de tous quartiers périphériques et la densification des quartiers de la ville de Bujumbura ainsi que le renforcement du réseau Moyenne Tension de 30kV dans tout le pays.

3. Objectif général : Réhabiliter et moderniser le réseau électrique de la ville de Bujumbura, densifier et électrifier les quartiers de la ville de Bujumbura ainsi que le renforcement du réseau de 30kV.

4- Objectif spécifique: Améliorer la fiabilité du réseau électrique MT et BT de la ville de Bujumbura, réduire les pertes techniques et commerciales, réduire les coûts d'exploitation et augmenter le taux d'accès.

5. Etudes : les études ont été exécutées par le bureau international STIDU International et le rapport définitif sera disponible avant le mois d'Août 2024.

6. livrable : le Réseau électrique renforcé, réhabilité, densifié, modernisé, étendu et un projet pilote de distributeur privé réalisé ;

8. Impacts du projet : Augmenter le taux d'accès à l'électricité de la population dans tout le pays et des institutions publiques et privés.

9. Coût du projet : 203 000 000 USD.

PROJET n°2

1. Titre du projet : TRAVAUX DE CAPTAGE, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE DE LA RIVIERE RUVUBU DANS LA VILLE DE GITEGA.

2. Contexte et justification : La population de la ville de Gitega à desservir en eau potable a fortement augmenté alors que la production en eau potable des sources gravitaires et des forages a sensiblement diminué. Plusieurs quartiers ne sont pas alimentés en eau potable en même temps. Le taux de couverture moyen en eau de la population de la ville de Gitega avoisine environ 50%.

3. Objectif général : Couvrir de manière satisfaisante la desserte en eau potable de la population de la ville de Gitega et ses environs.

4. Objectif spécifique : Construction des réseaux et étendre les infrastructures d'AEP dans cette ville de Gitega et ses environs.

5. Etudes : Les Etudes sont en train d'être réalisées par un bureau d'étude française du nom de « **ARTELIA** » et seront disponibles au mois d'octobre 2024 ;

6. les livrables : une usine de traitement et de production de l'eau potable, un réseau de distribution de l'eau potable de la ville de Gitega et des ouvrages connexes sont construits.

7. Impacts du projet : Accroissement du taux d'accès à l'eau potable de la population du centre urbain de Gitega et ses environs

8. Estimation du coût total du projet : Coût total 55 000 000 USD

PROJET n°3 :

1. Titre du projet : CONSTRUCTION D'UNE USINE DE TRAITEMENT ET DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE DANS LES QUARTIERS SUD DE BUJUMBURA.

2. Contexte et justification : La ville de Bujumbura connaît un déficit en eau potable. Le développement de la ville de Bujumbura s'accroît du jour au jour vers le sud et les infrastructures existantes ne sont pas à la hauteur de la demande. Ce projet vise à réaliser la vision du Burundi pays émergent 2040 et pays développé 2060 et permettre l'accès total et efficace à l'eau potable de la population de la ville de Bujumbura.

3. Objectif général : Permettre l'accès à l'eau potable dans les quartiers sud de la capitale économiques Bujumbura.

4. Objectif spécifique: Assurer la production de l'eau potable avec sécurité, limiter les pertes en vie humains par manque de l'eau potable, assurer la distribution de l'eau potable dans tous les quartiers de la ville de Bujumbura et accroître l'accès à l'eau potable de la population de la ville de Bujumbura.

5. Livrable : une usine de traitement et de production ainsi qu'un réseau de distribution de l'eau potable au sud sont construits ;

6. Etudes : les études ont été réalisées en 2015 par l'entreprise hollandaise du nom de « **Witteveen Bos** » et nécessitent une actualisation.

7. Impacts du projet : Augmentation du taux d'accès à l'eau potable de la population de la ville de Bujumbura

8- Coût total : 50 000 000 USD.

PROJET n°4

1. Titre du projet : RENFORCEMENT DES RESEAUX D'ADDUCTION EN EAU POTABLE DANS LES CENTRES DE KIRUNDO, CANKUZO ET MAKAMBA.

2. Contexte et justification : Les centres Kirundo, Cankuzo et Makamba connaissent un déficit en eau potable. Le développement de ces centres s'accroît du jour au jour et les infrastructures existantes ne sont pas à la hauteur de la demande. Ce projet vise à réaliser la vision du Burundi pays émergent 2040 et pays développé 2060 dans le cadre de l'alimentation en eau potable ;

3. Objectif général : Améliorer l'accès à l'eau potable et l'hygiène ;

4. Objectif spécifique : Assurer la production de l'eau potable avec sécurité, limiter les pertes en vie humains par manque de l'eau potable, assurer la distribution de l'eau potable dans ces centres, accroître l'accès à l'eau potable de la population.

5. Livrable : fourniture du matériel hydraulique et électrique acquis et travaux de génie civil pour

le captage, le Pompage et l'adduction de l'eau potable réalisés ;

6. Etudes : pour le centre de Kirundo, les études ont été élaborées en mai 2023, pour les centres de Cankuzo et Makamba, les études ont été réalisées en juin 2022, par la REGIDESO ;

7. Impacts du projet : Augmentation du taux de couverture des réseaux d'eau potable et garantir

l'accès à l'eau potable à population.

8. Coût total du projet: 4 696 640 USD.

8. MINISTERE DU COMMERCE, DU TRANSPORT, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME

1. PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT D'UN NOUVEAU TERMINAL PASSAGER

Contexte et justification du projet : Le Sous-secteur du transport aérien est moins développé par rapport aux autres Etats de la région, mais connaît un taux de croissance relativement élevé (10% par an). Face à cet accroissement du trafic aérien et aux exigences de sécurité et de sûreté, les infrastructures, installations et équipements aéroportuaires actuels entre autres l'actuel terminal passager ne sont plus en adéquation avec les standards internationaux de l'OACI. Il s'avère alors impératif de procéder à leur extension et leur modernisation.

Objectif général du projet : L'objectif principal du projet est le développement du transport aérien au Burundi.

Objectifs spécifiques du projet :

- Doter l'aéroport international Melchior NDADAYE des infrastructures aéroportuaires modernes répondant aux normes internationales de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) en matière de sécurité, de sûreté et de facilitation du transport aérien ;
- Assurer la mobilité des personnes et la fluidité des biens et marchandises au niveau national, régional et international par voie aérienne ;
- Faciliter le développement touristique au Burundi.

Etudes : Auteurs + année d'étude de faisabilité : China Construction Communication Company, Septembre 2018, pour 36 mois.

Livrables : Le terminal passagers d'une capacité de 1 000 000 pax/an construit, équipé et fonctionnel.

Impacts du projet : Ce projet permettra de réguler, de faciliter et de promouvoir la sécurité et la sûreté des passagers, des riverains et des exploitants de l'Aéroport International Melchior NDADAYE.

Coût du projet : 86.000.000 USD.

2. PROJE DE CONSTRUCTION DE L'AEROPORT INTERNATIONAL DE BUGENDANA

Contexte et justification du projet : Le sous-secteur du transport aérien au Burundi est moins développé par rapport aux autres Etats de la Communauté de l'Afrique de l'Est, mais connaît un taux de croissance relativement élevé (14% par an). En effet, les passagers annuels ont augmenté passant presque de 60.000 en 2001 à 245.000 en 2022.

Face à cet accroissement du trafic aérien, le Burundi ne dispose que d'un seul aéroport international qui sert comme point d'entrée et sortie pour le transport aérien ; raison pour laquelle l'aéroport international de BUGENDANA, situé au centre du pays, est plus qu'indispensable.

Objectif général du projet : L'objectif principal du projet est de développer le transport aérien au Burundi en vue d'éviter des situations probables de dégagement ou de déroutement des avions en cas de non fonctionnement de l'aéroport international Melchior NDADAYE.

Objectifs spécifiques du projet :

- Doter l'aéroport international de BUGENDANA des infrastructures aéroportuaires modernes répondant aux normes internationales de l'OACI en matière de sécurité, de sûreté et de facilitation du transport aérien ;
- Assurer la mobilité des personnes et la fluidité des biens et marchandises au niveau national, régional et international par voie aérienne ;
- Faciliter le développement touristique au Burundi.

Etudes : auteurs + année d'étude de faisabilité : Aéroport de Paris Ingénierie (ADPI),
Septembre 2013.

Livrables :

- Aménagement de la plateforme aéroportuaire d'une superficie de 8 700 000 m² ;
- Les infrastructures nécessaires sont construites et les équipements installés.

Impacts du projet : Ce projet permettra de réguler, de faciliter et de promouvoir la sécurité et la sûreté des passagers, des riverains et des exploitants de l'Aéroport International Melchior NDADAYE dans le seul souci de développer l'aviation civile.

Coût du projet: 804 482 100 000 Fbu, soit 522.072.307 USD (au taux de change moyen de 1540,94 BIF l'USD).

3. PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE VOIE DE CIRCULATION PARALLELE A LA PISTE D'ATTERISAGE ET DE DECOLAGE DES AVIONS

Contexte et justification du projet

Les voies de circulation sont un ensemble de voies reliant entre elles les différentes parties de l'aire de mouvement. A l'aéroport international Melchior NDADAYE, les avions remontent la piste avant le décollage ou après l'atterrissage. Lorsque le trafic est plus important, et afin de limiter le temps d'occupation de la piste pour chaque mouvement, la construction d'une voie de circulation en parallèle est recommandée.

Objectif général du projet : L'objectif principal est d'assurer la sécurité du transport aérien au Burundi.

Objectifs spécifiques du projet :

- Limiter le temps d'occupation de la piste d'aviation au décollage et à l'atterrissage ;
- Augmenter le nombre de mouvements des avions sur la piste d'aviation.

Etudes : Auteurs+année d'étude de faisabilité : China Airport Construction Company, novembre 2023.

Livrables : Une voie de circulation parallèle à la piste d'atterrissage et de décollage des avions est construite.

Impacts du projet : Désengorgement de la piste d'atterrissage et de décollage des avions.

Coût du projet : 120 000 000 000 Fbu, soit **41.736.808 USD (taux de change moyen 2.875,16 BIF l'USD)**

4. PROJET D'ELARGISSEMENT DES ROUTES D'ENTREE/SORTIE A L'AEROPORT INTERNATIONAL MELCHIOR NDADAYE

Contexte et justification du projet

Dans le cadre du développement du transport aérien et dans l'optique de faciliter les usagers de l'aéroport international Melchior NDADAYE, il est envisagé l'élargissement des routes d'entrée/sortie à l'aéroport pour faciliter l'accès, renforcer les mesures de sécurité, réduire et prévenir les accidents sans oublier de limiter les files d'attente à l'entrée et à la sortie de l'aéroport.

Objectif général du projet

L'objectif principal est d'assurer la sécurité et la facilitation du transport aérien au Burundi.

Objectifs spécifiques du projet

- Faciliter et renforcer les mesures de sécurité des véhicules entrant dans le domaine aéroportuaire ;
- Limiter les files d'attente à l'entrée et à la sortie de l'aéroport international Melchior NDADAYE.

ETUDES : AUTEURS+ANNEE D'ETUDE DE FAISABILITE : Chine Aiport Construction Company

Livrables : Les routes d'entrée/sortie à l'aéroport international Melchior NDADAYE sont élargies

Impacts du projet : Ce projet permettra de réguler, de faciliter et de promouvoir la sécurité et la sûreté des passagers, des riverains et des exploitants de l'Aéroport International Melchior NDADAYE dans le seul souci de développer l'aviation civile.

Coût du projet : 804 482 100 000 Fbu, soit **279.804.289 USD (taux de change moyen 2.875,16 BIF l'USD)**

5. PROJET DE CONSTRUCTION DE L'AERODROME DE KABAMBA

Contexte et justification du projet : Dans le cadre des projets régionaux, les pays membres de la Communauté Est Africaine « CEA » a initié le projet de développement du circuit touristique pour faciliter les touristes d'entrer et de sortir par des points autres que les aéroports internationaux de ces pays. Au niveau de ces entrées/sorties, des infrastructures nécessaires doivent être construites pour faciliter le traitement de ces passagers touristes.

Pour le Burundi, un aérodrome au nord du pays doit être construit pour faciliter les touristes à visiter certains sites touristes du nord (les lacs aux oiseaux, les danses traditionnelles « INYAMBO », le site appelé « Kugasaka kwa Inarunyonga » et d'autres sites. De ce fait, la construction de l'aérodrome de Kabamba est indispensable pour relier le circuit touristique des aérodromes de Kirundo (Burundi), Gisenyi (Rwanda), Mwanza (Tanzanie), Kisumu (Kenya) et Masaka (Ouganda).

Objectif général du projet est de développer le secteur du tourisme au Burundi

Objectifs spécifiques du projet

- Doter de Kabamba des infrastructures aéroportuaires qui facilitent les touristes ;
- Faciliter le transport intérieur par voie aérienne ;
- Faciliter le développement touristique au Burundi ;
- Assurer la connectivité régionale ;

Etudes : AUTEURS+ANNEE D'ETUDE DE FAISABILITE : CACC, Mars 2017

Livrables

- Aménagement de la plateforme aéroportuaire d'une superficie de 640 000 m² ;
- Les infrastructures nécessaires sont construites et les équipements installés.

Impacts du projet : Ce projet permettra de réguler, de faciliter et de promouvoir la sécurité et la sûreté des passagers, des riverains et des exploitants de l'Aéroport International Melchior NDADAYE dans le seul souci de développer l'aviation civile.

Coût du projet : 171.351.000.000 Fbu, soit **99.474.619 USD (taux de change moyen 1.722,56 BIF l'USD)**

6. PROJET DE CONSTRUCTION DU PORT DE KABONGA

Contexte et justification du projet : La mission générale de l'Autorité Maritime et Portuaire du Burundi consiste à assurer la régulation et le développement des Ports et

du transport par voie d'eaux intérieures du Burundi, conformément au Décret n°100/118 du 27 mars 2023 portant création, organisation, missions et fonctionnement de l'Autorité Maritime et Portuaire du Burundi.

Dans l'optique de promouvoir le transport maritime en vue de réduire les coûts du transport des marchandises à l'importation comme à l'exportation, de faciliter le flux des échanges et la promotion du transport des passagers, l'Autorité Maritime et Portuaire du Burundi a jugé opportun d'initier un projet de construction du Port de Kabonga.

Objectif général du projet : Contribuer à la croissance économique du Burundi en développant les infrastructures portuaires pour faciliter les échanges commerciaux entre le Burundi et la sous-région ainsi que le reste du monde.

Objectifs spécifiques du projet

- Faciliter la mobilité des biens et des personnes par voie lacustre ;
- Booster les échanges commerciaux entre le Burundi et la sous-région ainsi que le reste du monde ;
- Réduire les coûts des transports ;
- Servir de plaque tournante entre le Burundi, la RDC et la Tanzanie en matière d'échanges commerciaux ;
- Développer le tourisme et connecter nos ports, Terminal A et B.

Etudes : Auteurs+année d'étude de faisabilité : ARTELIA Eau & Environnement Branche MARITIME, Décembre 2017 pour 24 mois.

Impacts du projet : Facilitation le développement du commerce entre le Burundi, la RDC et la Tanzanie.

Coût du projet : 14.000.000 USD

7. PROJET DE CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE RECHERCHE ET SAUVETAGE ET DE COMMUNICATION MARITIME

Contexte et justification du projet : Dans le but de se conformer aux normes régionales et internationales en matière de recherche et sauvetage maritime, l'Autorité Maritime et Portuaire du Burundi veut initier le projet de construction d'un centre de recherche et sauvetage et de communication maritime. Il s'agira d'un centre de coordination des opérations de recherche et sauvetage maritime équipé d'une tour de contrôle ayant vocation à interagir avec d'autres mécanismes sous régionaux ou internationaux en matière de recherche et sauvetage maritime et cela pour renforcer la sécurité de la navigation dans les eaux navigables du Burundi.

Objectif général du projet : Renforcer la sécurité de la navigation dans eaux navigables du Burundi, améliorer le suivi du trafic et garantir la communication maritime entre les Ports, les bateaux en trafic et les autorités maritimes.

Objectifs spécifiques du projet :

- Renforcer la sécurité de la navigation lacustre pour réduire les risques d'accidents dans les eaux navigables du Burundi;
- Améliorer le suivi du trafic dans les eaux navigables du Burundi ;
- Se conformer aux normes régionales et internationales en matière de recherche et sauvetage maritime ;
- Faciliter la coordination des opérations de recherche et sauvetage dans les eaux navigables du Burundi.

Etudes : Auteurs+année d'étude de faisabilité : Etude prévue durant l'exercice budgétaire 2024-2025

Livrables

- La sécurité de la navigation dans les eaux navigables du Burundi sera renforcée ;
- Le suivi du trafic maritime dans les eaux du Burundi sera amélioré ;
- Le respect des normes régionales et internationales en matière de recherche et sauvetage sera garanti ;
- La coordination des opérations de recherche et sauvetage maritime et l'orientation des bâtiments maritimes seront facilitées.

Impacts du projet : Amélioration des connaissances en matière de sécurité des marchandises et personnes opérant dans les eaux navigables du Burundi.

Coût du projet : 1.500.000.000 Fbu, soit **521.710 USD (taux de change moyen 2.875,16 BIF l'USD)**

8. PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE ECOLE SUPERIEURE DES ETUDES MARITIMES ET DE CONSTRUCTION NAVALE

Contexte et justification du projet

Le Port de Bujumbura est en cours de modernisation et de réhabilitation en vue de renforcer ses capacités opérationnelles et son efficacité. Dans ce processus, il est prévu que le Port sera doté d'un chantier naval, d'un terminal à conteneur et d'un quai passager pour ne citer que ceux-là. D'où le besoin d'avoir un personnel qualifié pour faire fonctionner le chantier naval. C'est dans ce cadre que l'Autorité Maritime et Portuaire du Burundi veut mettre en place une Ecole Supérieure des Etudes Maritimes et de Construction Navale pour s'occuper de la formation.

Objectif général du projet : Contribuer à la croissance économique du Burundi en développant les infrastructures portuaires en vue de renforcer les capacités

opérationnelles du personnel en service dans les Ports du Burundi et auprès des armateurs.

Objectifs spécifiques du projet :

- Améliorer la compétitivité des Ports du Burundi dans la sous-région et à l'international ;
- Renforcer les capacités opérationnelles et le savoir-faire du personnel des Ports du Burundi et des armateurs ;
- Renforcer l'inspection navale par des personnels outillés et efficaces ;
- Renflouer les casses de l'Etat du Burundi à travers les recettes générées par le chantier naval et les étudiants étrangers.

Etudes : Auteurs+année d'étude de faisabilité : Etude prévue durant l'exercice budgétaire 2024-2025

Livrables

- Le chantier naval sera opérationnel ;
- Les Ports burundais seront compétitifs dans la sous-région et à l'international ;
- Les capacités opérationnelles et le savoir-faire du personnel des Ports burundais seront renforcés ;
- Les capacités opérationnelles de l'Inspection navale seront renforcées ;

Impacts du projet : Le pays disposera des intellectuels formés dans la construction navale, ce qui crée aussi de l'emploi.

Coût du projet : 3.000.000.000 Fbu, soit **1.043.420,2 USD (taux de change 2.875,16 BIF l'USD)**

9. PROJET D'AMENAGEMENT D'UNE ZONE ECONOMIQUE SPECIALE PILOTE AU BURUNDI

Contexte et justification du projet : Pour développer une industrie dynamique, diversifiée et compétitive au niveau régional et international, le Plan National de Développement du Burundi 2018-2027 (PND) recommande entre autres le développement des Zones Economiques Spéciales. Aussi, la politique Nationale d'Industrialisation recommande le développement des Zones Economiques Spéciales pour attirer les investissements nationaux et les IDE (Investissements Directs Etrangers). Une étude d'identification des sites pouvant abriter les Parcs industriels, Zones Industrielles et Zones Economiques Spéciales a été réalisé et un projet de loi régissant les ZES est déjà délibéré en Conseil des Ministres en date du 17 avril 2024.

Objectif général du projet : Augmenter les exportations et attirer les Investissements Directs Etrangers (IDE).

Objectifs spécifiques du projet :

- La création d'emplois ;
- L'augmentation des IDE ;
- L'augmentation des exportations ;
- Valorisation des matières premières locales ;
- Rééquilibrage de la balance commerciale ;
- Etablir des pôles de développement et de croissance;
- Encourager la participation du secteur privé dans le développement économique, social et Politique du pays ;
- Favoriser la diversification économique.

Etudes : Auteurs+année d'étude de faisabilité : Une étude est prévue au 3ème Trimestre de l'année budgétaire 2024-2025

Livrables

- aménagement de la ZES Pilote ;
- approvisionnement en eau, en énergie et en Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ;
- Connexion du site.

Impacts du projet :

- création d'emplois ;
- augmentation des IDE ;
- augmentation des exportations ;
- rééquilibrage de la balance commerciale ;
- développement socio-économique du Pays.

Coût du projet : 90.000.000.000 Fbu, soit 31.302.606 USD (taux de change 2.875,16 BIF l'USD)

10. PROJET DE CREATION D'UN CENTRE D'INCUBATION DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET D'HABILLEMENT

Contexte et justification du projet

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Vision du Burundi « Pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 » et du Plan National de Développement 2018/2027 révisé, le Burundi s'est engagé dans une politique d'accroissement de la production de biens pour accélérer son industrialisation tournée vers l'exportation et l'import-substitution. De plus, la Communauté Est-Africaine (CEA) a adopté une stratégie et un plan d'actions pour le développement de la chaîne de valeur du coton, du textiles et de l'habillement (2020-2030) qui fournissent un cadre pour le développement et la transformation rapide de cette chaîne de valeur grâce à des approches rationalisées, cohérentes et coordonnées à l'échelle régionale qui complètent les efforts des États Partenaires.

Cependant, ce secteur fait face à des défis notamment : le manque d'infrastructures adéquates, l'absence d'une main d'œuvre qualifiée et le manque de soutien dédié aux jeunes entreprises. Ainsi, la création d'un centre d'incubation de l'industrie textile et d'habillement permettra au pays de résoudre les défis observés dans ce secteur, augmenter les revenus et créer de l'emploi.

Objectif général du projet : Créer un écosystème favorable au développement des jeunes entreprises innovantes dans le secteur du textiles et d'habillement.

Objectifs spécifiques du projet :

- Soutenir le démarrage et la croissance de nouvelles entreprises textiles ;
- Favoriser les synergies et les collaborations entre les startups, les entreprises établies et les acteurs de la formation/recherche ;
- Développer les compétences et le talent dans l'industrie à travers la mise en place des programmes de formation et de mentorat pour développer les compétences entrepreneuriales, techniques et managériales ;
- Faciliter les liens entre les entreprises incubées et les établissements d'enseignement locaux pour attirer de nouveaux talents ;

Etudes : Auteurs+année d'étude de faisabilité : Une étude est prévue au 1er Trimestre de l'année budgétaire 2024-2025.

Livrables :

- Un centre d'incubation de l'industrie textile et d'habillement est créé ;
- Installation des équipements modernes ;
- Développement des compétences à travers la mise en place des programmes de formation.

Impacts du projet

- Création de l'emploi et réduction de la pauvreté ;
- Augmentation des exportations et réduction des vêtements importés.

Coût du projet : 5.000.000.000 Fbu, soit **1.739.033,65 USD (taux de change 2875,16 BIF l'USD)**

11. PROJET DE REHABILITATION DE L'EX-VERRUNDI

Contexte et justification du projet

Les verreries du Burundi (VERRUNDI) ont été créées en juin 1981, sous forme d'une société mixte de droit privé. Cette société avait été conçue pour la fabrication des bouteilles en verre afin de les vendre sur les marchés du Burundi, de l'Est de la RDC et du Rwanda. La VERRUNDI est devenue opérationnelle le 1^{er} octobre 1983 et a totalement arrêté ses activités en 2000. Avec la naissance de beaucoup d'unités de transformation

notamment dans le domaine de l'agroalimentaire au Burundi, il s'observe un besoin énorme d'emballage surtout en verres. Pour faire face à cette situation, le Gouvernement du Burundi à travers le Ministère en charge de l'Industrie envisage de relancer les activités de la verrerie au Burundi à travers un Partenariat Public-Privé en vue de valoriser les ressources naturelles locales, créer des emplois et stimuler le développement économique du pays.

Objectif général du projet : Réhabiliter le site et les locaux de l'Ex-Verrundi

Objectifs spécifiques du projet :

- Mettre en valeur le site et les locaux de l'Ex-Verrundi ;
- Valoriser les ressources naturelles locales pour développer une filière verrière durable et compétitive ;
- Créer des emplois directs et indirects dans le secteur verrier et stimuler l'économie locale et régionale ;
- Réduire la dépendance aux importations de produits verriers et améliorer la balance commerciale du Burundi.

Etudes : Auteurs+année d'étude de faisabilité : Une étude est prévue au 1er Trimestre de l'année budgétaire 2024-2025, pour 18 mois.

Livrables : Le site et les locaux de l'Ex Verrundi sont réhabilités

Impacts du projet

- Création de l'emploi et réduction de la pauvreté ;
- Réduction des emballages en plastique ;
- Augmentation des exportations et réduction des produits en verre importés.

Coût du projet : 2.000.000.000 Fbu, soit 695.613,5 USD (taux de change de 2.875,16 BIF l'USD)

12. PROJET D'APPUI AU SECTEUR PRIVE ET PUBLIC POUR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS, LA RATIONALISATION DES IMPORTATIONS, LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS, DE L'ECONOMIE NATIONALE ET DE L'ENVIRONNEMENT.

Contexte et justification du projet

Le Bureau Burundais de Normalisation et Contrôle de la Qualité (BBN) est un établissement public doté d'une personnalité juridique et d'une autonomie de gestion financière et organique. Il est régi par la Loi n°1/03 du 4 janvier 2011 portant Système National de Normalisation, Métrologie, Assurance de la Qualité et Essais. Les principales missions du BBN sont notamment : la préparation et la publication des normes nationales en vue de leur application dans le commerce et l'industrie ; la certification des produits conformément aux normes de qualité; le maintien des normes de la métrologie légale s'appliquant aux instruments de mesure et la vérification de l'exactitude des mesures

effectuées dans le circuit économique (pompes à carburant, balances commerciales et industrielles, ...), la surveillance du marché et le contrôle de la qualité des produits importés en vue de protéger les consommateurs, etc.

Actuellement, le BBN fait face à une demande accrue de services en matière de certification des produits fabriqués localement et exportés mais également des défis liés aux ressources humaines insuffisantes pour couvrir tout le territoire national, les infrastructures, les laboratoires et équipements insuffisants et ne répondant pas aux standards du moment.

Pour faire face à ces défis, le Gouvernement du Burundi est en train de voir comment moderniser le BBN pour que ce dernier puisse accomplir ses missions et contribuer au développement social et économique du pays.

Objectif général du projet : Assurer la compétence de son personnel en lui dotant d'une formation de haut niveau et améliorer ses performances en matière d'assurance qualité par l'équipement de ses laboratoires et de son centre de documentation.

Objectifs spécifiques du projet :

- Doter le BBN du personnel suffisant et qualifié ;
- Transformer et équiper les différents laboratoires existant du BBN;
- Doter le BBN d'un centre de formation pour son personnel ;
- Faire certifier et accréditer les services du BBN par un organisme tiers de renommée internationale suivant les référentiels de certification ISO 9001, ISO14001, ISO 45000, ISO 17025 et ISO 17021 en vue d'octroyer des services crédibles aux entreprises burundaises.

Etudes : auteurs+année d'étude de faisabilité

- Audit Opérationnel des Institutions d'Infrastructure Qualité (IQ) des filières agricoles et industrielles du Burundi, Honoré Justin MONDOMOBE / TBT PROGRAM, 01/05/2015.
- Politique Nationale Qualité et Plan d'action de sa mise en œuvre, Khemraj Ramful, Consultant du Centre national du commerce en collaboration avec le Consultant national, Séverin SINDAYIKENGERA, Professeur à l'Université du Burundi, ITC, Février 2022.

Livrables :

- Renforcement des capacités du Personnel technique pour le développement/ adoption/ adaptation et harmonisation des normes ;
- Appui à la normalisation, métrologie et management de la qualité ;
- Appui à la mise en place et équipement d'un centre de normalisation ;
- Appui à la mise en place des antennes du BBN au niveau provincial et régional ;

- Appui au processus de certification des services du BBN et d'accréditation de ses laboratoires.

Impacts du projet : Les services rendus par BBN seront améliorés et accessibles aux demandeurs.

Coût du projet : 25.170.000 USD

13. AMENAGEMENT DE LA SOURCE LA PLUS MERDIONALE DU NIL

Contexte et justification du projet : Contribuer à l'aménagement de quatre sites touristiques, il permettra de rendre attractif le site dans tous ses aspects, pour satisfaire au maximum les besoins des touristes (infrastructures d'accueil, hébergement, restaurant, pistes d'accès au site, etc.).

Objectif général du projet : Développer le potentiel touristique.

Objectifs spécifiques du projet :

- Aménager la source du Nil tout en réservant son aspect naturel ;
- Construire les infrastructures d'accueil, hébergement et pistes d'accès au site.

Etudes : auteurs+année d'étude de faisabilité : SIMOBU, juin 2023 ;

Livrables : La source la plus méridionale du Nil est réhabilitée.

Impacts du projet : Développement du tourisme durable.

Coût du projet : 1.359.602.089 Fbu, soit 472.878,75 USD (taux de change 2875,16 BIF l'USD)

14. PROJET D'AMENAGEMENT DU SITE DU LAC AUX OISEAUX (LAC RWIHINDA)

Contexte et justification du projet : Contribuer à l'aménagement des infrastructures d'accueil, hébergement et restaurants et les pistes d'accès sur le site, il permettra de rendre attractif le site dans tous ses aspects, pour satisfaire au maximum les besoins des touristes.

Objectif général du projet : Développer le potentiel touristique

Objectifs spécifiques du projet : Construire les infrastructures d'accueil, hébergement et restaurant sur le lac aux oiseaux (Lac RWIHINDA)

Etudes : auteurs+année d'étude de faisabilité : BUILDING AND ELECTROMECHANIC ENGINEERING COMPANY (BEEC), juin 2023 pour 6 mois.

Livrables : Les infrastructures d'accueil, hébergement et restaurant sont disponibles

Impacts du projet : Développement du tourisme durable

Coût du projet : 1.722.256.472 Fbu, soit 599.012,4 USD (taux de change 2875,16 BIF l'USD)

15. PROJET D'AMENAGEMENT DES EAUX THERMALES DE RUHWA

Contexte et justification du projet : Contribuer à l'aménagement des infrastructures d'accueil, hébergement, restaurant et pistes d'accès au site, il permettra de rendre attractif le site dans tous ses aspects, pour satisfaire au maximum les besoins des touristes.

Objectif général du projet : Développer le potentiel touristique et construire les infrastructures d'accueil, hébergement, restaurant et pistes d'accès.

Objectifs spécifiques du projet : Construire les infrastructures d'accueil, hébergement, restaurant et pistes d'accès ;

Etudes : AUTEURS+ANNEE D'ETUDE DE FAISABILITE : S.B.T.G.C, juin 2023 pour 6 mois

Livrables : Les infrastructures d'accueil, hébergement et restaurant sont disponibles

Impacts du projet : Développement du tourisme durable

Coût du projet : 1.434.416.603 Fbu, soit 498.899,74 USD (taux de change 2875,16 BIF l'USD)

16. PROJET DE CONSTRUCTION DU PORT SEC DE KWALA

Contexte et justification du projet

Le Burundi n'ayant pas d'accès sur la mer, les produits d'importation et d'exportation du pays transitent par les corridors Central, Sud et Nord. Une grande partie, soit 90% des importations et des exportations passent par le Corridor central qui part du port de Dar-es-Salaam au port de Bujumbura. Les conteneurs de ligne maritime qui dépassent les 14 jours au port de Dar Es Salam en Tanzanie tombent directement dans le « storage » et le transporteur est directement soumis aux amendes. Suite aux problèmes d'embouteillage et d'espaces insuffisants au port de Dar Es Salam, la Tanzanie a promis un terrain de 10 hectares pour construire un port sec dans la localité de Kwala à environ 2 heures du port de Dar Es Salam. Ainsi, bénéficiaire d'un port sec sera une occasion de faciliter l'entreposage des marchandises et, partant, la réduction des prix.

Objectif général du projet : Construire le Port Sec de KWALA

Objectifs spécifiques du projet :

- Construire la clôture du Port sec ;

- Construire les bâtiments administratifs, terminaux pour les conteneurs et hangars de stockage ;
- Equiper le Port sec.

Etudes : Auteurs+année d'étude de faisabilité : En cours, Engineering Consulting Ltd et Line Space Ld et Cost Ltd, janvier 2024 pour 6 mois.

Livrables :

- La clôture du Port sec construite ;
- Les bâtiments administratifs, terminaux pour les conteneurs et hangars de stockage construits ;
- Le Port sec équipé.

Impacts du projet : Facilitation du transport et du commerce

Coût du projet : **N'a pas été fourni**

17. PROJET DE MISE EN PLACE DES STATIONS D'ARRET ET DE REPOS LE LONG DES ROUTES FAISANT PARTIE DES CORRIDOR CENTRAL ET NORD

Contexte et justification du projet

Le transport sur les corridors Nord et Central à destination ou en transit au Burundi est souvent confronté à des accidents dus à la fatigue des chauffeurs par manque de temps de repos et des longs trajets. Dans le cadre de l'amélioration de la sécurité routière sur les routes faisant partie des corridors Nord et Central, des stations d'arrêt et de repos seront aménagées dans les provinces Muramvya, Kayanza, Karusi et Makamba.

Objectif général du projet : Aménager les stations d'arrêt et de repos sur les routes faisant partie des corridors Nord et Central.

Objectifs spécifiques du projet :

- Aménager la station d'arrêt et de repos à Bugarama et à Kayanza ;
- Aménager la station d'arrêt et de repos à Karusi ;
- Aménager la station d'arrêt et de repos à Mabanda.

Etudes : Auteurs+année d'étude de faisabilité : CEETRACO, 2024

Livrables

- Station d'arrêt et de repos aménagée à Bugarama et à Kayanza ;
- Station d'arrêt et de repos aménagée à Karusi ;
- Station d'arrêt et de repos aménagée à Mabanda

Impacts du projet : Amélioration de la sécurité routière

Coût du projet : 73 044 508 396 Fbu, soit **25.405.371,66 USD (taux de change 2875,16 BIF l'USD)**

18. PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE PRODUCTION DE L'OFFRE EXPORTABLE DES BIENS ET LES INFRASTRUCTURES D'APPUI POUR SOUTENIR LES ENTREPRISES

Contexte et justification du projet

La structure des échanges extérieurs du Burundi se caractérise par une balance commerciale déficitaire. Les importations sont supérieures aux exportations avec un faible taux de couverture des importations par exportations. La dynamique des échanges extérieurs montre que le Burundi doit s'attaquer aux défis d'augmentation de l'offre exportable et de diversification des produits exportables. La structure des exportations reste dominée par des produits primaires (café, thé et or) représentant en moyenne 74,1% contre 25,9% pour les produits manufacturés. Les importations représentent en moyenne 38% du PIB tandis que les exportations représentent 8% du PIB ; ce qui découle des faibles capacités de production des produits d'import-substitution et des caractéristiques structurelles de l'économie du Burundi. Le projet vise à améliorer les et diversifier les exportations du Burundi.

Objectif général du projet : Promouvoir et diversifier les exportations du Burundi

Objectifs spécifiques du projet :

- Améliorer le niveau des exportations des produits traditionnelles;
- Développer des chaînes de valeurs des produits d'exportation, diversifier les exportations

Etudes : Auteurs+année d'étude de faisabilité : Consortium des Consultants, en 2023

Livrables

- Identifier les producteurs, les secteurs et des filières d'exportations;
- Former le producteur sur les bonnes pratiques de production, de conditionnement et d'emballage des produits ;
- Renforcer le petit commerce transfrontalier des jeunes et des femmes commerçants ;
- Renforcer les mécanismes fiscaux incitatifs au profit de l'exportation par la mise à jour de la loi sur la Zone franche au Burundi
- Identifier des acteurs et appuyer les exportateurs des services par la mise en place d'un cadre réglementaire;
- Mettre en place des infrastructures d'appui à l'exportation sur frontières pour le stockage et chaîne de froide conservation des produits périssables

Impacts du projet : améliorer la balance commerciale du Burundi

Coût du projet : 10.992.000 USD

19. PROJET DE PROMOTION ET DE DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS DU BURUNDI

Contexte et justification du projet

La structure des échanges extérieurs du Burundi se caractérise par une balance commerciale déficitaire. La structure des exportations reste dominée par des produits primaires (café, thé et or) représentant en moyenne 74,1% contre 25,9% pour les produits manufacturés. Les importations représentent en moyenne 38% du PIB tandis que les exportations représentent 8% du PIB ; ce qui découle des faibles capacités de production des produits d'import-substitution et des caractéristiques structurelles de l'économie du Burundi. Le projet vise à améliorer et diversifier les exportations du Burundi.

Objectif général du projet : Promouvoir et diversifier les exportations du Burundi

Objectifs spécifiques du projet

- Améliorer le niveau des exportations des produits traditionnelles;
- Développer des chaînes de valeurs des produits d'exportation, diversifier les exportations.

Etudes : auteurs+année d'étude de faisabilité : Consultant indépendant, juin 2023

Livrables

- Identifier producteurs, secteurs et des filières d'exportations;
- Former le producteur sur les bonnes pratiques de production et de conditionnement des produits ;
- Renforcer le commerce transfrontalier des jeunes et des femmes commerçants ;
- Renforcer les mécanismes fiscaux incitatifs au profit de l'exportation : Mettre à jour de la loi sur la Zone franche au Burundi ;
- Mettre en place des infrastructures d'appui à l'exportation sur frontières pour le stockage et la conservation des produits périssables.

Impacts du projet : Améliorer la balance commerciale du Burundi

Coût du projet : 645.000.000 USD.

9. MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS

TITRE DU PROJET : Déployer l'infrastructure d'un Centre National de Collecte, de trie, de gestion et de traitement des déchets d'équipements électroniques et électriques (DEEE)

- Contexte et justification du projet Le secteur d'activité du projet est lié à la gestion environnementale et à la durabilité, avec un accent particulier sur la gestion des déchets électroniques et électriques.
- Le projet vise à établir une infrastructure pour un centre national spécialisé dans la collecte, le tri, la gestion et le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).
- Objectif général et objectifs spécifiques du projet: L'objectif principal de ce centre est de centraliser et de traiter efficacement les DEEE afin de réduire leur impact environnemental, tout en favorisant le recyclage et la valorisation des composants électriques et électroniques.
- Etudes : **Auteurs de l'étude+ année de l'étude de faisabilité:** Un examen de faisabilité exhaustif a été entrepris, confirmant la viabilité du projet sur les plans environnemental, économique et social. Ce processus a été dirigé par un cabinet d'experts de MEDIA BOX indépendant, et a démontré la viabilité technique, environnementale et économique du projet. Les résultats ont affirmé que le centre de traitement des DEEE serait rentable à long terme tout en contribuant positivement à l'environnement.
- Livrables: Les déchets d'équipements électriques et électroniques collectes, triés et recyclés
- Impacts du projet: les dangers liés à la mauvaise gestion de ces déchets et les matières valorisables récupérés
- Coûts du projet: Le coût total de ce projet estimé à 6.000.000.000 de francs Burundais.